

**Actualisation du Document de référence
déposé auprès de l’Autorité des marchés financiers
le 2 mars 2015 sous le numéro D.15-0095
et Rapport Financier Semestriel**

**Actualisation déposée auprès de l’Autorité des marchés financiers
le 5 août 2015**

HSBC France

*Société Anonyme au capital de 337 189 135 euros
SIREN 775 670 284 RCS Paris*

Siège social : 103, avenue des Champs-Élysées – 75419 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 70 70 40 – Fax : 01 40 70 74 21 – www.hsbc.fr

Sommaire

	Pages
Rapport semestriel d'activité	3
Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015	17
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015	49
Événements récents	50
Personnes responsables du Document de référence et des compléments d'informations et du contrôle des comptes	51
Tables de concordance et de référence	53



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 août 2015, conformément à l'article 212-13 de son Règlement Général. Il complète le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 2 mars 2015 sous le numéro D.15-0095. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Rapport semestriel d'activité

Revue de la performance

Conjoncture

Au cours du premier semestre 2015, la croissance mondiale a connu un ralentissement, en particulier en raison de la faiblesse de l'activité dans les pays émergents (Chine, Brésil, Russie). Après un début d'année décevant, la croissance américaine devrait s'accélérer et pousser à la hausse la croissance mondiale.

En Zone euro, la croissance du PIB est restée modeste début 2015, tirée par la reprise de la consommation des ménages. La baisse des prix du pétrole a redonné du pouvoir d'achat aux ménages européens comme aux ménages américains. Par ailleurs, la Banque Centrale Européenne a réussi à relancer le crédit grâce à la mise en œuvre de mesures non conventionnelles, ce qui devrait soutenir la croissance de la Zone euro au deuxième semestre 2015. Les taux d'intérêt sont restés très bas, avec des taux négatifs sur les maturités courtes et des taux long terme qui ont légèrement augmenté sur la période mais ont connu une importante baisse au premier trimestre jusqu'à des plus bas historiques. La situation financière de la Grèce à fin juin 2015 et la difficulté des négociations avec les autres pays européens contribuent à l'attentisme dans un contexte de marché plutôt volatil. Les marchés d'actions, qui avaient connu une hausse sensible sur les cinq premiers mois de l'année, sont orientés à la baisse depuis fin mai.

La France, après trois années de croissance atone, affiche une croissance modérée, à laquelle contribuent la baisse du prix du pétrole et la faiblesse de l'euro sur les marchés des changes. Le chômage reste cependant au plus haut malgré des politiques publiques volontaristes en matière d'emploi. Les perspectives pour le second semestre semblent favorables à la poursuite, voire au renforcement, de la croissance en France ainsi que dans la Zone euro, portée par la consommation et l'investissement.

Commentaire financier (périmètre légal)

Les états financiers commentés ci-après ont été établis sur le périmètre consolidé du groupe HSBC France, dont les comptes sont arrêtés en application des normes IFRS telles que définies dans la Note 1 (Cf. page 24) de l'annexe aux comptes consolidés résumés.

Compte de résultat

(en millions EUR)	Au 30 juin 2015	Au 30 juin 2014
Marge nette d'intérêt	782	788
Commissions nettes	343	345
Résultat net sur opérations des portefeuilles de transaction	179	(6)
Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur	347	214
Résultat net de cession des investissements financiers	23	45
Dividendes reçus	1	3
Primes d'assurance nettes	1 073	964
Autres produits d'exploitation	149	(34)
Produit d'exploitation	2 897	2 319
Créances nettes d'assurance mouvement des engagements envers les assurés	(1 531)	(1 258)
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit	1 366	1 061
Dépréciations pour risques de crédit	(52)	(78)
Produit net bancaire	1 314	983
Total des charges d'exploitation	(834)	(801)
Résultat d'exploitation	480	182
Résultat avant impôt	480	182
Impôt sur les bénéfices	(180)	(50)
Résultat net	300	132
Résultat net part du Groupe	299	131
Part des intérêts non contrôlant	1	1

La marge nette d'intérêt s'élève à 782 millions EUR à fin juin 2015 par rapport à 788 millions EUR un an auparavant. Dans une conjoncture marquée par un niveau de taux particulièrement bas, les marges sur dépôts poursuivent leur baisse, en

Rapport semestriel d'activité (suite)

partie compensée par un effet volume positif au niveau de la Banque de particuliers. L'activité de crédit progresse en volume sur les différents métiers avec une amélioration de la marge nette d'intérêt sur les crédits immobiliers de la Banque de particuliers.

Les commissions nettes s'établissent à 343 millions EUR à fin juin 2015, à comparer à 345 millions EUR un an auparavant. Cette variation provient principalement d'une bonne performance en Gestion d'actifs et Banque privée ainsi que de commissions en hausse au niveau de la Banque d'entreprises en raison d'un plus grand nombre d'opérations avec la clientèle Corporate. Ces facteurs positifs sont compensés par une baisse des commissions de paiement et de financement perçues par la Banque de grande clientèle.

Les revenus du portefeuille de négociation, passant de -6 millions EUR au premier semestre 2014 à 179 millions EUR, sont en hausse. Cette augmentation provient :

- d'éléments de volatilité comptable, parmi lesquels les éléments significatifs :
 - o la variation de valeur de la dette propre en option juste valeur due au credit spread : 7 millions EUR par rapport à -30 millions EUR l'an passé ;
 - o la variation de valeur de marché des couvertures non éligibles, qui s'établit à 29 millions EUR à comparer à -92 millions EUR à fin juin 2014 ;
 - o la variation de la réserve de *Debit Valuation Adjustment*, qui se monte à 10 millions EUR à fin juin 2015 par rapport à -15 millions EUR l'année précédente ;
- des revenus de trading des activités de taux, impactés défavorablement par les conditions de marché ;
- de l'évolution positive de la valeur de marché d'instruments financiers détenus par la société d'assurances en couverture des engagements voyageurs.

Les revenus des instruments financiers sous option juste valeur s'élèvent à 347 millions EUR contre 214 millions EUR l'année précédente. Cette hausse s'explique, principalement, au niveau de la société d'Assurance-vie, par l'augmentation de la valeur de marché d'actifs en partie détenus dans le cadre des contrats en unités de compte. Cette augmentation trouve sa contrepartie au niveau de la variation de dette envers les assurés (voir infra).

Les primes d'assurances collectées se sont élevées à 1 073 millions EUR sur le semestre, comparées à 964 millions EUR à la même période de l'année précédente. Cette progression reflète la production dynamique de contrats d'assurances-vie.

Les autres produits d'exploitation, à 149 millions EUR contre -34 millions EUR un an auparavant, reflètent l'évolution de la PVIF¹ des contrats d'assurance (141 millions EUR au premier semestre 2015 et -40 millions EUR en 2014).

Les engagements nets des sinistres et variation de dette envers les assurés s'élèvent à -1 531 millions EUR en 2015 et -1 257 millions EUR en 2014. Cette variation négative doit être mise en regard ; d'une part, de l'augmentation de valeur des produits de couverture comptabilisés en trading et, d'autre part, des produits sur instruments comptabilisés en option juste valeur.

Le produit net bancaire avant provisions pour risque de crédit s'établit à 1 366 millions EUR sur le semestre, comparé à 1 061 millions EUR au premier semestre de l'année précédente. Sur une base "ajustée", en excluant les effets des éléments significatifs, le PNB avant provisions s'établit à 1 320 millions EUR contre 1 199 millions EUR l'année précédente. L'augmentation de 121 millions EUR reflète à la fois l'évolution positive des résultats de la société d'assurance, tirés par la variation de la PVIF, et des revenus globalement stables dans une conjoncture de reprise fragile, impactés par la persistance de taux d'intérêt historiquement bas.

Les provisions pour risque de crédit, à 52 millions EUR, sont en baisse sensible par rapport à l'année précédente où elles s'élevaient à 78 millions EUR. Cette baisse est due essentiellement à une absence de dotation en 2015 au niveau de la Banque de grande clientèle ; une reprise nette de provisions individuelles de 2,1 millions EUR a même été constatée. Pour mémoire, le premier semestre 2014 avait enregistré des dotations individuelles de 20,4 millions EUR. Le coût du risque s'établit à 0,27% des encours moyens de crédit clientèle, contre 0,42% au premier semestre 2014.

Les charges d'exploitation se montent à 834 millions EUR, par rapport à 801 millions EUR en 2014. Cette augmentation est essentiellement due à de nouvelles contributions et taxes (Fonds de Résolution Unique, frais de supervision BCE) ainsi qu'à l'impact de la mise en œuvre de la norme IFRIC 21 sur des droits et taxes précédemment étalés au cours de l'exercice. Les autres charges sont globalement stables, en dépit de la baisse de l'euro pesant sur les dépenses libellées en devises. Des améliorations de productivité permettent à HSBC France de poursuivre ses investissements en matière de conformité et de lutte contre la criminalité financière mais également de soutenir le développement de ses métiers.

Le résultat avant impôt s'établit à 480 millions EUR, en progression par rapport aux 182 millions EUR sur la même période de l'année précédente. Sur une base ajustée, en excluant l'impact des éléments significatifs, le résultat avant impôt s'élève à 434 millions EUR, en augmentation par rapport aux 323 millions EUR de l'année précédente. Cette hausse s'explique

¹ Present Value of In Force

Rapport semestriel d'activité (suite)

principalement par la progression du résultat de la compagnie d'assurances, tiré par la variation positive de la PVIF, mais également par une amélioration de la performance opérationnelle des différentes lignes métiers.

Le résultat net part du groupe est affiché à 299 millions EUR au 30 juin 2015 contre 132 millions EUR pour la période comparable de l'exercice précédent.

Bilan

(en millions EUR)

	Au 30 juin 2015	Au 31 déc 2014
ACTIF		
Caisse, banques centrales et CCP	2 620	523
Comptes d'encaissement	295	367
Portefeuille de transaction	32 823	38 720
Actifs financiers sous option juste valeur	6 972	6 156
Instruments dérivés	55 491	70 567
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 847	6 022
Prêts et créances sur la clientèle	37 432	36 240
Opération de prises en pension – hors portefeuille de transaction ¹	13 721	14 796
Investissements financiers	26 991	24 672
Autres actifs	253	283
Actifs d'impôts courants ¹	42	99
Comptes de régularisation	887	1 021
Participations dans les entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint	1	1
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	851	709
Immobilisations corporelles	696	706
Actifs d'impôt différé ¹	316	136
TOTAL DE L'ACTIF	184 238	201 018
	Au 30 juin 2015	Au 31 déc 2014
PASSIF		
Dettes envers les établissements de crédit	8 381	7 021
Comptes créditeurs de la clientèle	31 971	33 635
Opération de mises en pension - hors portefeuille de transaction	15 306	15 938
Comptes d'encaissement	337	368
Portefeuille de transaction	27 289	29 407
Passifs financiers sous option juste valeur	8 154	6 911
Instruments dérivés	52 576	69 583
Dettes représentées par un titre	10 691	9 237
Autres passifs	1 154	989
Impôts courants ¹	37	24
Passifs des contrats d'assurance	20 985	20 803
Comptes de régularisation	698	714
Provisions pour risques et charges	133	147
Passifs d'impôts différés ¹	213	3
Provisions pour retraites	159	158
Dettes subordonnées	276	276
TOTAL DES DETTES	178 360	195 215
TOTAL DES FONDS PROPRES	5 878	5 803
TOTAL DU PASSIF	184 238	201 018

Le bilan consolidé au 30 juin 2015 baisse sensiblement et s'élève à 184 milliards EUR contre 201 milliards au 31 décembre de l'année précédente.

A l'actif :

- les dépôts à la Banque centrale, à 2,6 milliards EUR, sont en augmentation, en lien avec la gestion de la liquidité de la banque ;
- le portefeuille de transaction s'établit à 32,8 milliards EUR contre 38,7 milliards EUR fin 2014. Cette baisse reflète majoritairement une diminution des positions longues sur titres d'états cœur de la Zone euro ;

¹ La méthodologie de compensation de l'impôt courant et différé a été revue à compter de juin 2015. L'application de cette nouvelle méthodologie sur les chiffres du 31 décembre 2014 est non significative et n'a par conséquent pas fait l'objet d'un retraitement.

Rapport semestriel d'activité (suite)

- Les actifs financiers sous option juste valeur, à 7,0 milliards, sont en augmentation de 0,9 milliard EUR par rapport à fin 2014. Ces actifs, principalement détenus par les clients à travers les unités de compte des contrats d'assurance-vie, ont bénéficié d'une production dynamique ainsi que d'un effet marché positif au premier semestre ;
- les instruments dérivés passent de 70,6 milliards EUR en 2014, à 55,5 milliards EUR fin juin 2015. La variation provient essentiellement de la diminution de valeur des instruments de taux, en relation avec la hausse des taux d'intérêt constatée sur le semestre ainsi que d'une gestion active du stock d'opérations ;
- les prêts et avances aux établissements de crédit se montent à 4,8 milliards EUR, en baisse de 1,2 milliard EUR par rapport à 2014 ;
- les crédits à la clientèle s'élèvent à 37,4 milliards EUR, contre 36,2 milliards EUR fin 2014. Cette hausse est liée à la croissance de l'encours de crédits dans tous les métiers de la banque ;
- les actifs financiers disponibles à la vente s'établissent à 26,9 milliards EUR, comparés à 24,7 milliards EUR fin décembre 2014. Cette augmentation est due à des investissements en titres liquides réalisés durant le semestre, dans le cadre de la gestion de la liquidité de la banque ;
- les opérations de prise en pension (non trading) sont en baisse sur le semestre, passant de 14,8 milliards EUR à 13,7 milliards EUR. Cette baisse est imputable, principalement, à la diminution des volumes d'opérations en lien avec l'évolution du portefeuille de transaction ;

Au passif du bilan :

- les dépôts bancaires augmentent, passant de 7,0 milliards EUR fin 2014 à 8,4 milliards EUR à fin juin 2015. Cette hausse est due principalement à l'augmentation du tirage sur le TLTRO à hauteur de 1,4 milliard EUR ;
- les comptes créditeurs de la clientèle passent de 33,6 milliards à 32,0 milliards sur le semestre, en progression sur les Banques de particuliers et d'entreprise mais en baisse sensible sur les dépôts à terme de la grande clientèle ;
- le portefeuille de transactions baisse de 2 milliards EUR à 27,4 milliards EUR en raison principalement d'une diminution des positions vendeuses de titres en euro ;
- les passifs financiers sous option juste valeur s'établissent à 8,2 milliards EUR, à comparer à 6,9 milliards EUR fin 2014. Cette hausse s'explique par l'émission de dette senior sécurisée de 1,0 milliard réalisée en mars 2015 ;
- les instruments dérivés passent de 69,6 milliards EUR en 2014, à 52,6 milliards fin juin 2015. La variation provient essentiellement de la diminution de valeur des instruments de taux, en relation avec la hausse des taux d'intérêt constatée sur le semestre ainsi que d'une gestion active du stock d'opérations ;
- les dettes représentées par un titre se montent à 10,7 milliards EUR, à comparer à 9,2 milliards EUR fin 2014. Cette hausse s'explique notamment par une augmentation de l'encours de Certificats de Dépôt émis en lien avec la gestion de la liquidité de la banque, compensée par une baisse de la demande de la clientèle institutionnelle ;
- les passifs des contrats d'assurance, passent de 20,8 milliards EUR à 21,0 milliards EUR reflétant, d'une part, la collecte nette positive, notamment sur les contrats d'assurance-vie en unités de compte, ainsi que l'effet marché positif du premier semestre sur les unités de compte et la participation aux bénéfices différée des contrats en euros ;
- les opérations de mise en pension (non trading) sont en baisse sur le semestre, passant de 15,9 milliards EUR à 15,3 milliards EUR. Cette baisse est imputable principalement à la diminution des volumes d'opérations en lien avec l'évolution du portefeuille de transaction ;
- les fonds propres comptables part du groupe, à 5,9 milliards EUR, ont légèrement augmenté sur le semestre.

Rapport semestriel d'activité (suite)

Gestion des risques

Toutes les activités du groupe HSBC France impliquent l'analyse, l'évaluation, l'acceptation et la gestion d'un certain niveau de risque ou d'une combinaison de différents types de risques.

Les risques les plus importants liés aux instruments financiers sont le risque de crédit (qui recouvre les risques pays et les risques frontaliers), les risques de marché et le risque de liquidité et de financement. Les facteurs de risque sont présentés dans le Document de référence 2014 aux pages 89 à 121 et 210 à 237. Il n'est pas, à ce jour, anticipé d'évolution majeure sur les 6 mois à venir.

Points d'attention spécifique

Au cours du premier semestre 2015, les principaux facteurs en matière de risques de crédit et de marchés sont résumés ci-après :

- depuis la mi-mai, l'incertitude concernant la situation de la Grèce au sein de la Zone euro a engendré le retour à une forte volatilité des marchés sur l'ensemble des classes d'actifs. Cette incertitude sur l'évolution de la Zone euro a conduit HSBC France à réduire significativement le volume et la sensibilité de son portefeuille de négociation (*trading book*), tout particulièrement sur les pays périphériques de la Zone euro (exposition directe nulle sur la Grèce). A l'exclusion de garanties émises en faveur de la succursale en Grèce de HSBC Bank plc, l'exposition directe de HSBC France à la Grèce au niveau de son portefeuille bancaire (*banking book*) était de moins de 120 millions EUR à fin juin 2015, puis de moins de 15 millions EUR début juillet. Cette exposition consiste en des confirmations de lettres de crédit garanties par un dépôt espèces au niveau de HSBC France ;
- dans un contexte de volatilité ravivée, les clients institutionnels se sont montrés plutôt actifs, ce qui a soutenu les résultats des activités de marché (Global Markets), cependant la liquidité des marchés de dettes secondaires a fortement diminué. Les gestionnaires d'actifs (dont HSBC Global Asset Management (France)) ont, par conséquent, accru la part d'espèces dans leurs fonds, dans la limite autorisée par leur stratégie d'investissement ;
- la forte activité des marchés obligataires et actions observée au second semestre 2014 s'est poursuivie jusqu'en avril 2015. La crise grecque a ensuite pesé sur l'activité;
- le début d'amélioration de la conjoncture économique en France au premier trimestre, a commencé à se traduire par une réduction, au deuxième trimestre, de la sinistralité du portefeuille Entreprises. Cependant, le risque d'un ralentissement de la croissance mondiale, lié à un ralentissement de l'économie chinoise, pourrait compromettre cette reprise;
- la faiblesse des taux d'intérêts a continué d'affecter la rentabilité des activités de la Banque de particuliers et de la Banque d'entreprises. Cependant, celles-ci sont parvenues à compenser, en partie, l'érosion des revenus d'intérêts subie sur les dépôts par une activité commerciale soutenue et des marges sur prêts en ligne avec les prévisions.

Une attention médiatique importante a été portée sur les activités passées d'une entité du groupe HSBC qui n'est pas une filiale d'HSBC France, la société suisse HSBC Private Bank (Suisse) SA. HSBC Private Bank (Suisse) SA et HSBC Holdings plc ont été mises en examen en France, respectivement en novembre 2014 et en avril 2015.

Le Groupe HSBC a présenté ses excuses au titre des activités passées de sa filiale suisse de banque privée et mis en exergue les actions de transformation radicale entreprises au sein de cette entité depuis 2011 pour que de tels faits ne puissent pas se reproduire.

Risque de crédit

Ce risque est présenté dans Note 9 (CF page 42) de l'annexe aux comptes consolidés résumés.

Risque de marché

Gestion des risques de marché

La surveillance des risques de marché a pour objectif de gérer et de contrôler les expositions aux risques de marché afin d'optimiser le retour sur risque, tout en conservant un profil de marché cohérent avec le statut du Groupe HSBC en tant qu'établissement financier de premier plan et intervenant majeur en matière de produits et services financiers.

Les outils du contrôle permanent des risques de marché

Les outils de contrôle sont décrits dans le Document de Référence 2014 aux pages 225 à 230.

Rapport semestriel d'activité (suite)

La Value at Risk

La VaR 1 jour, utilisée dans le calcul du capital réglementaire des activités de marché, s'élève à :

(en millions d'euros)

	<i>VaR 1j (Add-On exclu)</i>
Au 30 juin 2015	7,21
Au 31 décembre 2014	3,48

(en millions d'euros)

	<i>Var 1j (Add-On exclu)</i>		
	<i>Moyenne</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
Semestre au 30 juin 2015	5,69	2,90	16,52
Année 2014	7,68	2,78	13,25

La VaR de HSBC France a oscillé entre 5 et 10 millions EUR sur les quatre premiers mois de l'année. L'augmentation importante de la volatilité et du niveau des taux d'intérêt, intervenue à partir du 15 mai, a entraîné une hausse substantielle de la VaR de HSBC France. La réduction graduelle des positions, dans un contexte d'incertitude croissante quant à l'avenir de la Grèce et, d'une manière générale, sur de possibles tensions sur les dettes des différents états de la Zone euro, ont permis de ramener la VaR autour de 7 millions EUR.

La VaR stressée en équivalent 1 jour s'élève à :

(en millions d'euros)

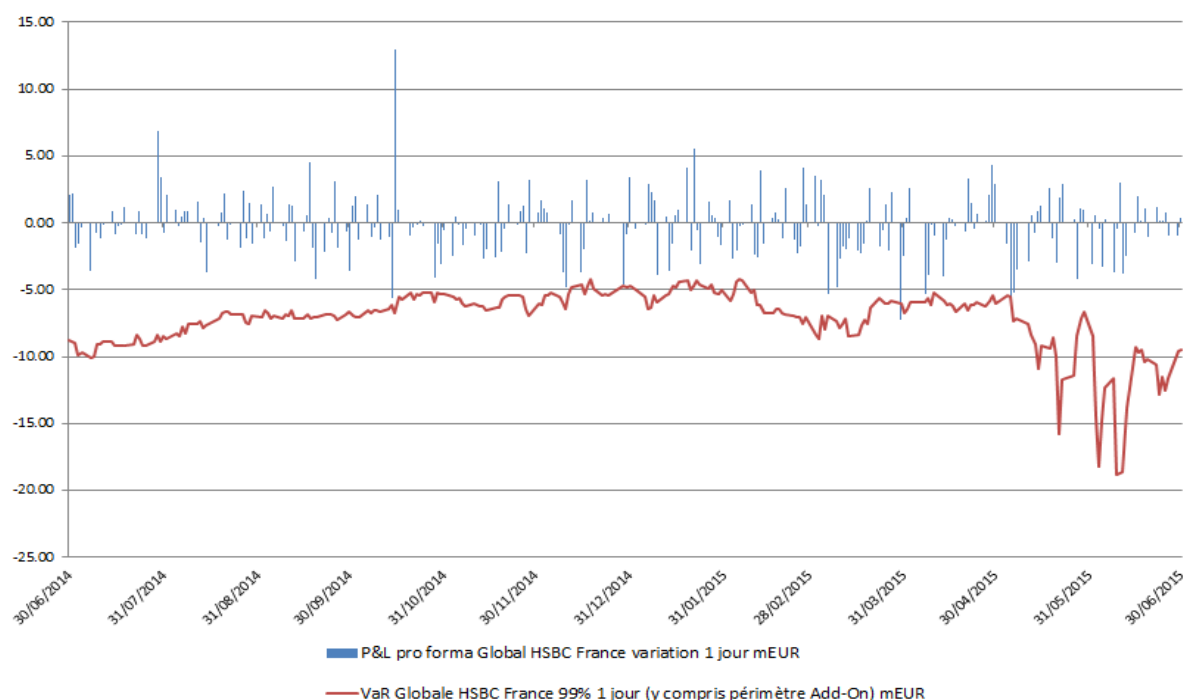
	<i>VaR stressée en équivalent 1 jour</i>
Au 30 juin 2015	13,47
Au 31 décembre 2014	4,53

(en millions d'euros)

	<i>VaR stressée en équivalent 1 jour</i>		
	<i>Moyenne</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
Semestre au 30 juin 2015	10,27	2,60	25,46
Année 2014	11,17	4,53	19,45

Backtesting pro forma juillet 2014 – juin 2015

(en millions d'euros)



Rapport semestriel d'activité (suite)

Deux exceptions de back-testing ont été enregistrées depuis le début de l'année 2015. La première fait suite à de sévères mouvements observés sur le marché des options de taux d'intérêt sur le marché euro, et la seconde à un regain de volatilité, en mai 2015, sur les marchés des dettes des états souverains dans la Zone euro.

VaR Trading des opérations de marché par type de risque

(en millions d'euros)	Change	Taux d'intérêt	Actions	Spread de crédit	Diversification	Total
Semestre au 30 juin 2015	0,01	7,10	-	2,84	(2,24)	7,72
Moyenne	0,02	5,74	-	2,12	(1,60)	6,27
Maximum	0,08	16,71	-	3,88	(4,28)	20,11
Année 2014	0,02	3,72	-	1,59	(1,49)	3,84
Moyenne	0,02	7,72	-	3,42	(2,38)	8,77
Maximum	0,04	15,14	-	6,91	(5,91)	15,64

VaR Accrual des opérations de marché par type de risque

(en millions d'euros)	Change	Taux d'intérêt	Actions	Spread de crédit	Diversification	Total
Semestre au 30 juin 2015	-	6,42	-	5,67	(4,94)	7,15
Moyenne	-	3,45	-	3,79	(2,48)	4,74
Maximum	-	8,41	-	8,59	(6,22)	10,02
Année 2014	-	3,12	-	1,71	(2,20)	2,64
Moyenne	-	4,04	-	5,60	(2,99)	6,64
Maximum	-	6,55	-	10,52	(4,98)	12,48

Analyse de la sensibilité

Au 30 juin 2015, la Banque de marchés de HSBC France est, avant tout, exposée au risque de taux, en pente et en *spread* (c'est-à-dire en écart relatif) sur les courbes *swap* et de titres, libellés en EUR, que ces titres soient ceux d'émetteurs États souverains de la Zone euro, d'émetteurs de types supranationaux, agences d'États ou d'émetteurs de type "covered bonds". Dans un contexte d'incertitude quant à la situation de la Grèce et de possibles tensions sur les dettes des états souverains de la Zone euro, les expositions dans les books de trading aux différentes dettes des États de la Zone euro, et en particulier ceux de la périphérie, ont été réduites tout au long du semestre.

La Banque de marchés de HSBC France est également soumise aux sensibilités en volatilité de taux et corrélation de taux essentiellement sur les devises EUR et USD.

Toutes ces sensibilités sont évaluées et mesurées quotidiennement selon les méthodes standards habituellement utilisées par le secteur.

Une représentation agrégée des risques est donnée par la VaR globale 99 % 1 jour de la Banque de marchés de HSBC France, qui s'élève à 7,21 millions EUR au 30 juin 2015.

Outre ses activités de *trading*, HSBC France a développé, depuis 2011, un portefeuille de titres de placement. Les titres acquis dans ce cadre sont couverts par des *swaps*, de sorte à minimiser l'exposition directionnelle nette au risque de taux. Ce portefeuille, qui n'a pas enregistré de nouvelles opérations durant le semestre, est centré sur des titres d'émetteurs souverains et quasi souverains bénéficiant d'une très bonne qualité de crédit.

Risques liés à la gestion de la liquidité et du financement

La gestion de la liquidité et du financement a peu évolué par rapport à la description faite dans le Document de référence 2014 en pages 99 à 105, HSBC France s'est doté d'une limite interne de risque sur le futur ratio bâlois LCR (Liquidity Coverage Ratio), calculé à partir d'un stress de liquidité de 30 jours.

Dettes moyen et long terme

L'encours de financement moyen et long terme (maturité supérieure à 1 an à l'émission) est de 15,8 milliards EUR au 30 juin 2015, en hausse de 2,8 milliards EUR par rapport au 31 décembre 2014.

Cette variation est expliquée par :

- l'émission d'une dette sécurisée (obligations de financement de l'habitat) de 1,0 milliard EUR en mars 2015 ;
- les tirages du TLTRO en mars et en juin pour un montant de 1,4 milliard EUR ;

Rapport semestriel d'activité (suite)

- d'autres émissions ou remboursements non-significatifs (inférieurs à 150 millions EUR) effectués durant le premier semestre 2015 pour une variation nette de +0,3 milliard EUR, le restant des variations étant dû à des effets de change sur la dette existante.

Ratios de liquidité

Le ratio de liquidité, à 138%, est maintenu à un niveau élevé, supérieur aux exigences réglementaires françaises. Le ratio ACF (*Advances to Core Funding*), interne au Groupe HSBC, qui rapporte les encours de crédit clientèle aux dépôts stables et financements d'une durée supérieure à 1 an, est à 104%, attestant la solide position de liquidité de HSBC France.

Régulation et supervision

Au 1er janvier 2014, la réglementation a évolué avec la mise en place de la CRDIV. Le capital réglementaire et les risques pondérés au 30 juin 2015 sont calculés et présentés selon les règles édictées par l'EBA. Ils intègrent notamment les options nationales publiées par l'ACPR relatives au *phase-in* sur la non prise en compte des intérêts minoritaires et sur les plus-values latentes du portefeuille de titres disponibles à la vente dans le capital réglementaire. Cette nouvelle norme introduit des changements dans le calcul des risques pondérés, principalement en modifiant le calcul des risques sur les chambres de compensation et, en introduisant sur les institutions financières, une nouvelle exigence au titre de l'ajustement de l'évaluation de crédit.

Depuis novembre 2014 et la mise en place du Mécanisme de Supervision Unique, HSBC France est supervisé par la Banque Centrale Européenne conjointement avec l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Sous la CRD IV les banques doivent respecter les ratios minimum suivants : 4.5% des risques pondérés au titre du CET1, 6% des risques pondérés au titre du Tier1, 8% des risques pondérés au titre du capital total.

Le Groupe en France ne publie pas de données Pilier 3, mais celles-ci figurent dans les déclarations que HSBC Holdings communique dans la rubrique Relations Investisseurs de son site Internet.

Fonds propres réglementaires

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Capital Common Equity Tier One	4 729	4 693
Fonds propres Tier 1	4 729	4 693
Total fonds propres réglementaires	4 729	4 693

Les fonds propres de base de HSBC France (*Common Equity Tier One*) sont restés stables sur le premier semestre 2015, à 4 729 millions EUR. Comme les années précédentes, HSBC France n'a pas versé d'acompte sur dividende au titre du premier semestre.

Risques pondérés

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Risque de contrepartie	4 326	5 244
Risque de crédit	21 082	20 691
<i>dont IRB</i>	16 013	15 494
<i>dont Standard</i>	5 069	5 197
Risques de marché	3 488	3 590
Risque opérationnel	3 789	3 789
Total risques pondérés	32 685	33 314

Au cours des six premiers mois de 2015, les actifs pondérés des risques prudentiels ont baissé de 0,6 milliard EUR, pour atteindre 32,7 milliards EUR, en raison principalement de la diminution des risques de contrepartie liée à des changements de l'environnement macro-économique. L'augmentation des risques pondérés au titre du risque de crédit résulte essentiellement de l'exigence transitoire au titre du plancher Bâle I soit 336 millions EUR au 30 juin 2015.

Rapport semestriel d'activité (suite)

En conséquence, le ratio de fonds propres durs (*Common Equity Tier One*) s'établit à 14,5%, soit un niveau significativement supérieur aux exigences réglementaires. En application complète et immédiate de l'ensemble des règles dites Bâle III, le ratio de capital *Common Equity Tier One* s'élèverait à 14,6%.

<i>Ratios de Capital (%)</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
CET1	14,5	14,1
Total Tier 1	14,5	14,1
Total Capital	14,5	14,1

Contrôle des grands risques

Le groupe HSBC France respecte les règles imposées par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Sont déclarables en tant que Groupes Grands Risques, les groupes de contreparties liées dont la "valeur d'exposition avant application d'exemptions et d'instruments de réduction du risque de crédit" est supérieure à 10 % des fonds propres éligibles de HSBC France. Au 30 juin 2015, 18 groupes sont considérés comme "Grands Risques".

Notations

Au 30 juin 2015, les notations de HSBC France sont les suivantes (note dette senior long terme / perspective / note court terme) :

- Moody's : A2 / stable / P-1 ;
- FitchRatings : AA- / stable / F1+ ;
- Standard and Poor's : AA- / stable / A-1+.

Pour les agences FitchRatings et Standard and Poor's, les notations de HSBC France sont alignées avec celles de HSBC Bank plc, en raison du caractère stratégique de HSBC France pour le Groupe HSBC. Ces agences ont confirmé les notations de HSBC Bank plc au cours du premier semestre.

Durant cette période, l'agence Moody's, qui avait mis les notations en perspective négative, puis sous revue pour dégradation, a finalement abaissé la notation de la dette senior non sécurisée de HSBC France, en raison d'un changement de méthodologie et de la probabilité décroissante de soutien de la part de l'état français.

Rapport semestriel d'activité (suite)

Revue de la performance par ligne métier (périmètre managérial)

A l'occasion de la journée investisseurs du 9 juin 2015, la Direction du Groupe HSBC a rappelé que la France était l'un des marchés prioritaires pour HSBC, confirmant la pertinence de son positionnement stratégique sur ce marché et son potentiel de développement à moyen terme.

La performance est analysée, ci-après, sur le périmètre de HSBC en France, qui comprend les résultats consolidés de la banque HSBC France ainsi que de la succursale à Paris de HSBC Bank plc¹.

Le tableau de réconciliation entre le périmètre managérial et le périmètre légal est présenté dans la Note 4 (Cf. page 29) de l'annexe aux comptes consolidés résumés.

(en millions d'euros)	Semestre au	
	30-juin 2015	30-juin 2014
Produit Net Bancaire avant provisions pour risque de crédit	1 451	1 116
Provisions pour risque de crédit	(52)	(78)
Charges	(872)	(839)
Résultat avant impôt publié	527	199
Résultat avant impôt ajusté	481	340

Le résultat avant impôt sur le périmètre managérial s'établit à 527 millions EUR, à comparer à 199 millions EUR sur les six premiers mois de 2014. Les métiers affichent globalement une performance solide et stable, en dépit de la persistance de taux d'intérêt à un niveau très bas et de comportements attentistes. Cette variation s'explique également par l'impact des éléments significatifs ainsi que par la variation de la PVIF des contrats d'assurance.

Eléments significatifs (en millions d'euros)	Semestre au	
	30-juin 2015	30-juin 2014
Revenus		
Credit spread sur la dette propre sous option valeur juste	7	(30)
Couvertures non éligibles du portefeuille de crédits à l'habitat	29	(92)
DVA (<i>Debit Valuation Adjustment</i>)	10	(15)
Charges		
Charges de l'exercice liées aux restructurations	-	(4)
Total des ajustements	46	(141)

Banque de particuliers et de gestion de patrimoine

La Banque de particuliers et de gestion de patrimoine poursuit son développement, dans le cadre de la stratégie patrimoniale définie par le Groupe HSBC, et affiche une croissance soutenue au premier semestre 2015 :

(en millions d'euros)	Semestre au	
	30-juin 2015	30-juin 2014
Produit Net Bancaire avant provisions pour risque de crédit	664	370
Provisions pour risque de crédit	(9)	(11)
Charges	(397)	(387)
Résultat avant impôt publié	258	(28)
Résultat avant impôt ajusté	229	68

Le premier semestre 2015 a connu une nouvelle progression de l'activité de crédits aux ménages, avec une progression de 2,1² % des encours du marché français, par rapport au premier semestre 2014. Les encours de crédit de la Banque de particuliers de HSBC France sont en croissance de 5 %, à près de 17,3 milliards EUR. Dans un contexte fortement

¹ Laquelle porte les activités de dérivés sur actions. Résultats à l'exclusion du coût de financement de la dette d'acquisition du CCF.

² Source : Banque de France

Rapport semestriel d'activité (suite)

concurrentiel et marqué par des taux d'intérêt très bas, le premier semestre 2015 a fait l'objet d'une production dynamique de crédits immobiliers qui s'est accompagnée d'importants volumes de renégociations et de remboursements anticipés.

Les encours de dépôts, à 14,2 milliards EUR, sont en augmentation de 4% par rapport au premier semestre 2014, en ligne avec le marché grâce à une hausse sensible des dépôts à vue (+13 %) et malgré une légère contraction des encours de comptes d'épargne et autres dépôts rémunérés.

La collecte brute en assurance-vie, à plus de 1 milliard EUR, progresse de 11% dans un marché qui croît de 6%, avec une proportion de souscriptions en unité de compte de l'ordre de 24% et contribue à une collecte nette positive de près de 200 millions EUR. Le montant des contrats souscrits par les assurés auprès de la filiale HSBC Assurances Vie (France) progresse de 4% sur 12 mois, à 19,5 milliards EUR. Globalement, les actifs sous gestion et les dépôts de la clientèle de particuliers du réseau HSBC France progressent de 4 % sur 12 mois, à 37,4 milliards EUR.

Concernant le métier de Gestion d'actifs, les encours gérés et distribués, à 78,8 milliards EUR, sont en progression de 6% sur le semestre. Cette performance a notamment été obtenue par une collecte de 3,2 milliards sur des produits de moyen long terme, une décollecte de 1,3 milliards sur les produits monétaires ainsi qu'une bonne orientation des marchés actions sur le semestre. Dans ce contexte, de nombreuses récompenses ont été attribuées à la Gestion d'actifs de HSBC durant ce premier semestre :

- le gérant de l'année dans la catégorie "Obligations Européennes"¹, le meilleur fonds "grandes valeurs françaises" sur 5 ans², la meilleure "Gestion Diversifiée" sur 5 ans³ et un trophée d'or sur 3 ans pour la gamme de "fonds d'obligations internationales"⁴ ;
- la SCPI Elysées Pierre a également obtenu, pour la seconde année consécutive, le prix de la meilleure SCPI sur 5 ans⁵, et la meilleure performance globale sur 15 ans⁶.

Les revenus de la Banque de particuliers et de gestion de patrimoine s'élèvent à 664 millions EUR, contre 370 millions EUR au premier semestre 2014. Cette hausse est due à l'impact des couvertures non éligibles au regard de la norme IAS 39, dont la variation de valeur de marché passe de - 92 millions EUR au premier semestre 2014 à 29 millions EUR au premier semestre 2015. Hors l'impact de ces couvertures, les revenus progressent de 37 %. La marge nette d'intérêt des dépôts continue de subir la pression baissière des taux d'intérêt moyen long terme, en dépit de la croissance régulière des volumes (+4%). La marge nette d'intérêt sur les crédits augmente, en raison d'une production soutenue. Compte-tenu du niveau très bas des taux d'intérêt, on observe un volume élevé de renégociations et de remboursements anticipés de crédits immobiliers à taux fixe. Ces renégociations provoquent une baisse de la marge sur les crédits concernés. Les commissions progressent de 9% sous l'impulsion du métier de Gestion d'actifs. Les revenus sont également impactés positivement par la variation de la PVIF économique⁷ des contrats d'assurance-vie dont la variation de valeur, en relation principalement avec des changements d'hypothèses liés à des mouvements de taux d'intérêt à moyen-long terme, passe de -28 millions EUR au premier semestre 2014 à 133 millions EUR en 2015.

Les provisions pour risque de crédit restent à un niveau faible, en raison du nombre peu élevé de défauts. Le coût du risque ressort à 0,11% des encours de crédit.

Les charges d'exploitation, à 397 millions EUR, augmentent, sous l'effet de la norme IFRIC 21.

Le résultat avant impôt s'établit, ainsi, à 258 millions EUR à fin juin 2015 et -28 millions EUR au premier semestre 2014. Cette augmentation reflète l'impact des couvertures non éligibles au regard de la norme IAS 39, l'augmentation des résultats de l'activité d'assurance producteur tirée par la variation positive de PVIF ainsi que la bonne performance de la Gestion d'actifs.

Banque d'entreprises

La Banque d'entreprises fournit un large éventail de services bancaires et financiers pour permettre aux clients de gérer et de développer leurs activités locales et à l'international.

¹ Morningstar awards 2015

² Lipper awards 2014

³ Corbeilles Mieux Vivre Votre Argent 2014

⁴ Trophées Le Revenu 2015

⁵ Grand prix des SCPI Mieux Vivre Votre Argent 2014

⁶ Jury du magazine Gestion de Fortune

⁷ La PVIF économique comprend la PVIF comptable, la valeur des instruments de couverture et les provisions techniques.

Rapport semestriel d'activité (suite)

(en millions d'euros)	Semestre au	
	30-juin 2015	30-juin 2014
Produit Net Bancaire avant provisions pour risque de crédit	315	329
Provisions pour risque de crédit	(45)	(42)
Charges	(196)	(197)
Résultat avant impôt publié	74	90
Résultat avant impôt ajusté	74	90

HSBC France continue de contribuer au développement des entreprises et a augmenté son encours de crédits à la clientèle de +8%, à près de 10,5 milliards EUR, dans un contexte de stimulus monétaire et de reprise graduelle de la demande de crédit. La base de dépôts progresse de + 2 % (à 11,1 milliards EUR) par rapport au premier semestre 2014, en raison notamment d'une forte hausse des comptes courants dont les encours progressent de + 9 %, à 9,8 milliards EUR, compensée par une baisse des dépôts à terme.

La Banque d'entreprises a participé au montage de plusieurs opérations financières significatives pour le compte de ses plus importants clients en lien avec la Banque de financement, d'investissement et de marchés.

La Banque d'entreprises poursuit le développement des synergies avec le Groupe HSBC, en augmentant significativement les revenus réalisés hors de France par les autres entités du Groupe HSBC avec les clients français, tandis que les revenus réalisés en France avec des clients d'autres entités du Groupe HSBC représentent un quart des revenus de la clientèle "Corporate". HSBC confirme son statut de partenaire clé pour les entreprises françaises cherchant à s'implanter à l'étranger et pour les entreprises étrangères souhaitant se développer en France.

Les revenus avant provisions sont en recul de -4%, à 315 millions EUR, impactés par la compression de la marge d'intérêt des dépôts, partiellement compensée par la progression des commissions issues d'opérations de financements.

Le coût du risque de crédit s'établit à 45 millions EUR, par rapport à 42 millions EUR sur la même période de l'année précédente. Le taux de sinistralité reste maîtrisé, à 0,84 % de l'encours de crédit.

Les charges d'exploitation continuent d'être bien maîtrisées, à 196 millions EUR, stables sur la période et malgré l'impact de la norme IFRIC 21. Le coefficient d'exploitation s'établit à 62 %.

Le résultat avant impôt s'élève à 74 millions EUR au premier semestre 2015, en recul par rapport à la même période de l'année 2014.

Banque de financement, d'investissement et de marchés

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe HSBC, la France demeure le centre d'expertise du Groupe sur les produits de taux libellés en euro ainsi que sur les dérivés structurés. Le Groupe HSBC continue d'accompagner les grands clients dans leur développement dans 62 pays.

(en millions d'euros)	Semestre au	
	30-juin 2015	30-juin 2014
Produit Net Bancaire avant provisions pour risque de crédit	459	422
Provisions pour risque de crédit	2	(25)
Charges	(241)	(218)
Résultat avant impôt publié	220	179
Résultat avant impôt ajusté	210	194

Concernant les activités de marchés, le premier semestre 2015, malgré une légère amélioration de la situation économique en Europe : *quantitative easing*, prix du pétrole, cours euro-dollar, a été marqué par les inquiétudes sur les pays périphériques et un environnement de taux bas, voire négatifs. Dans ce contexte, l'appétit des clients pour les produits de taux est réduit et les décisions d'investissement sont repoussées ; cet effet étant compensé par une activité plus soutenue sur les produits actions. Par ailleurs, le renforcement des exigences réglementaires, déjà observé en 2014, conduit les opérateurs à poursuivre la réduction de leur appétit pour le risque et la diminution de la taille de leur bilan.

Rapport semestriel d'activité (suite)

Dans cet environnement, HSBC France a amélioré sa position, en terminant à la 5^{ème} place¹ sur le marché de la dette obligataire et en maintenant une solide 2^{ème} place² sur le marché de la dette souveraine.

En France, la conjoncture continue de peser sur les activités en lien avec la clientèle de grandes entreprises avec des volumes d'activité globalement en baisse. Dans ce contexte, HSBC maintient sa position en terminant 10^{ème}³ des classements en Fusions-Acquisitions.

Fort de son important réseau international, HSBC réalise hors de France, avec les grands clients français, des revenus 25% supérieurs à ceux réalisés en France avec ces mêmes clients. La part des revenus réalisés en France par les grands clients des autres entités du Groupe HSBC progresse fortement, de 12%, sur les cinq premiers mois de 2015, par rapport à la même période de l'année 2014.

Les revenus de la Banque de financement, d'investissement et de marchés s'établissent à 459 millions EUR, contre 422 millions EUR au premier semestre de l'an passé. Les revenus ajustés, hors la variation de DVA, s'élèvent à 449 millions EUR au premier semestre 2015 et 437 millions EUR en 2014. Cette variation intègre, par ailleurs, une charge de 11 millions EUR relative à la comptabilisation de la *Funding Fair Value Adjustment*. La baisse de revenus constatée sur les activités de taux, pénalisées par le faible niveau d'activité, notamment sur les taux structurés, est plus que compensée par une bonne performance des activités Structurées actions et Gestion de bilan.

Les provisions pour risque de crédit présentent une reprise nette au premier semestre 2015 et se comparent favorablement avec une année 2014 qui avait enregistré d'importantes dotations.

Les charges d'exploitation passent de 218 millions EUR en 2014 à 241 millions en 2015. Cette hausse s'explique en grande partie par l'impact de la norme IFRIC 21.

Le résultat avant impôt publié s'élève à 220 millions EUR en 2015 contre 179 millions EUR en 2014. Cette bonne performance est tirée par la baisse du coût du risque et une bonne performance opérationnelle dans un environnement difficile, compensées par l'apparition de nouvelles charges.

Banque privée

Le métier de Banque privée se concentre sur la clientèle de particuliers fortunés, dont les avoirs confiés sont supérieurs à 1,5 million EUR, et leur propose une gamme étendue et diversifiée de solutions d'investissements et de crédit, renforcée par les synergies fortes avec le réseau du Groupe HSBC, notamment la Banque d'entreprises en France.

(en millions d'euros)	Semestre au	
	30-juin 2015	30-juin 2014
Produit Net Bancaire avant provisions pour risque de crédit	28	20
Provisions pour risque de crédit	-	-
Charges	(19)	(21)
Résultat avant impôt publié	9	(1)
Résultat avant impôt ajusté	9	(1)

Les encours sous gestion, à 6,7 milliards EUR à fin juin 2015, progressent de 6 %, par rapport à fin 2014, bénéficiant d'une collecte nette positive de 217 millions EUR essentiellement sur la clientèle résidente.

Les revenus, à 28 millions EUR, progressent de 40% sur un an, tirés par la forte dynamique commerciale, ils bénéficient également de l'impact positif de la variation de la PVIF de +3 millions EUR. Les charges, à 19 millions EUR, profitent des synergies liées à la mutualisation des plates-formes avec les autres métiers. Le résultat avant impôt de la Banque privée progresse, à 9 millions EUR au 30 juin 2015.

Autres activités

La ligne "Autres activités" comprend des éléments de revenus et de charges n'ayant pas vocation à être affectés aux lignes métiers. Il s'agit notamment de la variation de valeur de la dette propre sous option juste valeur due au spread de crédit, du résultat lié à des effets comptables sur opérations de couverture ainsi que de la contribution de la banque à la taxe systémique qui devrait faire l'objet d'une récupération en fin d'année. Au cours du premier semestre 2015, la déqualification des

¹ Source : Dealogic émissions obligataires en France

² Source : Dealogic émissions Euro SSA en Europe

³ Source : Dealogic Fusions et acquisitions en France

Rapport semestriel d'activité (suite)

couvertures économiques ne répondant pas à toutes les conditions de la norme IAS 39 s'est traduite par un impact de -15 millions EUR.

(en millions d'euros)	Semestre au	
	30-juin 2015	30-juin 2014
Produit Net Bancaire avant provisions pour risque de crédit	(15)	(25)
Provisions pour risque de crédit	-	-
Charges	(19)	(16)
Résultat avant impôt publié	(34)	(41)
Résultat avant impôt ajusté	(42)	(10)

Résultats financiers du pays "France"¹ considéré par HSBC Holdings plc dans sa vision géographique de la contribution aux résultats du Groupe HSBC

Au premier semestre 2015, le pays "France", tel que considéré par le Groupe HSBC, a contribué au résultat avant impôt du Groupe à hauteur de 623 millions USD (563 millions EUR), contre 204 millions USD (149 millions EUR) au premier semestre 2014.

L'écart entre ces chiffres et ceux présentés dans les différentes sections ci-dessus s'expliquent, principalement, par l'intégration dans le présent périmètre de l'intégralité des résultats de la succursale à Paris de HSBC Bank plc, incluant la charge financière liée à l'acquisition du CCF en 2000, et dans une moindre mesure, par l'exclusion des résultats d'entités de HSBC France situées géographiquement hors de France.

Les variations d'une année sur l'autre sont affectées par l'évolution du taux de change euro-dollar.

¹ La contribution du pays "France" aux résultats du Groupe HSBC inclut, d'une part, le groupe HSBC France, à l'exclusion du résultat d'entités situées hors de France et, d'autre part, la succursale à Paris de HSBC Bank plc, qui porte les activités de dérivés sur actions, y compris les coûts de financement et de la dette d'acquisition du CCF.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2015

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2015	30 juin 2014
Intérêts et produits assimilés		939	985
Intérêts et charges assimilées		(157)	(197)
Marge nette d'intérêt		782	788
Commissions (produits)		473	456
Commissions (charges)		(130)	(111)
Commissions nettes		343	345
Opérations des portefeuilles de transaction excluant la marge nette d'intérêt		37	(121)
Marge nette d'intérêt sur les opérations des portefeuilles de transaction		142	115
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction		179	(6)
Variation de la juste valeur des dettes à long terme et des dérivés associés		(7)	(25)
Résultat net des autres instruments financiers sous option juste valeur		354	239
Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur		347	214
Résultat net de cession des investissements financiers		23	45
Dividendes reçus		1	3
Primes d'assurance nettes		1 073	964
Autres produits d'exploitation		149	(34)
Produit d'exploitation		2 897	2 319
Engagements nets des sinistres et variation des dettes aux assurés		(1 531)	(1 258)
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit		1 366	1 061
Dépréciations pour risques de crédit	3	(52)	(78)
Produit net bancaire		1 314	983
Frais de personnel		(474)	(481)
Frais généraux et administratifs		(333)	(295)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles		(23)	(21)
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et pertes de valeur sur écarts d'acquisition		(4)	(4)
Total des charges d'exploitation		(834)	(801)
Résultat d'exploitation		480	182
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat avant impôt		480	182
Impôt sur les bénéfices		(180)	(50)
Résultat net		300	132
Résultat net part du Groupe		299	131
Part des intérêts non contrôlant		1	1
(en euros)			
Résultat non dilué par action ordinaire	2	4.43	1.95
Résultat dilué par action ordinaire	2	4.43	1.95
Dividende par action ordinaire	2	-	-

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2014 (suite)

Etat consolidé du résultat global au 30 juin 2015

(en millions d'euros)	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat net de la période (a)	<u>300</u>	<u>132</u>
Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres		
Eléments pouvant être reclassés par la suite en compte de résultat sous certaines conditions :		
Titres disponibles à la vente : (b)	(16)	20
- profits/ (pertes) comptabilisés en capitaux propres	(1)	75
- cessions comptabilisées en compte de résultat ¹	(24)	(45)
- pertes de valeur comptabilisées en compte de résultat	(1)	1
- impôt différé net passé en capitaux propres	10	(11)
Couvertures de flux de trésorerie : (c)	(60)	79
- profits/ (pertes) comptabilisés en capitaux propres	(61)	166
- cessions comptabilisées en compte de résultat	(32)	(43)
- impôt différé net passé en capitaux propres	33	(44)
Différence de change (d)	-	-
Total variation d'actifs et de passifs pouvant être reclassés en compte de résultat sous certaines conditions (b) + (c) + (d) = (e)	(76)	99
Eléments ne pouvant pas être reclassés par la suite en compte de résultat :		
Gains (pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	-	(8)
- Avant Impôt différé net passé en capitaux propres	-	(11)
- Impôt différé net passé en capitaux propres	-	3
Total variation d'actifs et de passifs ne pouvant être reclassés par la suite en compte de résultats (f)	-	(8)
Total du résultat global (a) + (e) + (f)	<u>224</u>	<u>223</u>
Total des produits et charges :		
- part du groupe	219	223
- part des intérêts non contrôlant	<u>5</u>	<u>-</u>
	<u>224</u>	<u>223</u>

¹ Au 30 juin 2014, les cessions de titres disponibles à la vente n'incluaient pas l'impact des moins-values de cessions des instruments de couverture associés pour un montant de 27 millions d'euros.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Bilan consolidé au 30 juin 2015

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2015	31 décembre 2014
ACTIF			
Caisse, banques centrales et CCP		2 620	523
Comptes d'encaissement		295	367
Portefeuille de transaction	6	32 823	38 720
Actifs financiers sous option juste valeur	6	6 972	6 156
Instruments dérivés	6	55 491	70 567
Prêts et créances sur les établissements de crédit	7	4 847	6 022
Prêts et créances sur la clientèle	7	37 432	36 240
Opération de prise en pension – hors portefeuille de transaction ..	7	13 721	14 796
Investissements financiers disponibles à la vente	6	26 991	24 672
Autres actifs		253	283
Impôt courant ¹		42	99
Comptes de régularisation		887	1 021
Participations dans les entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint		1	1
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles		851	709
Immobilisations corporelles		696	706
Actifs d'impôt différé ¹		316	136
TOTAL DE L'ACTIF		184 238	201 018
		30 juin 2015	31 décembre 2014
PASSIF			
Dettes			
Dettes envers les établissements de crédit	7	8 381	7 021
Comptes créditeurs de la clientèle	7	31 971	33 635
Opération de mise en pension - hors portefeuille de transaction	7	15 306	15 938
Comptes d'encaissement		337	368
Portefeuille de transaction	6	27 289	29 407
Passifs financiers sous option juste valeur	6	8 154	6 911
Instruments dérivés	6	52 576	69 583
Dettes représentées par un titre	7	10 691	9 237
Autres passifs		1 154	989
Impôt courant ¹		37	24
Passifs des contrats d'assurance		20 985	20 803
Comptes de régularisation		698	714
Provisions pour risques et charges		133	147
Passifs d'impôt différé ¹		213	3
Provisions pour retraites		159	158
Dettes subordonnées	7	276	276
TOTAL DES DETTES		178 360	195 214
Fonds Propres			
Capital social appelé		337	337
Primes d'émission		16	16
Autres réserves ²		1 568	1 701
Report à nouveau et résultat de la période ²		3 884	3 679
Total des fonds propres - part du groupe		5 805	5 733
Part des intérêts non contrôlant		73	71
TOTAL DES FONDS PROPRES		5 878	5 804
TOTAL DU PASSIF		184 238	201 018

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

¹ La méthodologie de compensation de l'impôt courant et différé a été revue à compter de juin 2015. L'application de cette nouvelle méthodologie sur les chiffres du 31 décembre 2014 est non significative et n'a par conséquent pas fait l'objet d'un retraitement.

² La borne d'ouverture au 1^{er} janvier 2015 comprend un reclassement de 53 millions d'euros net d'impôt différé entre les « autres réserves (réserve de couverture des flux de trésorerie) » et le « report à nouveau » lié à la déqualification de couvertures économiques à l'origine qui ne répondaient pas à toutes les conditions définies par la norme IAS 39 pour bénéficier du traitement applicable aux relations de couverture.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2015

	Au 30 juin 2015									
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et résultat de l'exercice ¹	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie ¹	Ecarts de conversion	Autres réserves	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total Des capitaux propres
(en millions d'euros)										
Au 1^{er} janvier 2015	337	16	3 732	133	2	(20)	1 533	5 733	71	5 804
Résultat net	–	–	299	–	–	–	–	299	1	300
- Titres disponibles à la vente	–	–	–	(16)	–	–	–	(16)	–	(16)
- Couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	(60)	–	–	(60)	–	(60)
- Gains (pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
- Ecart de change	–	–	–	–	–	(4)	–	(4)	4	–
Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres	–	–	–	(16)	(60)	(4)	–	(80)	4	(76)
Total du résultat global	–	–	299	(16)	(60)	(4)	–	219	5	224
Dividendes	–	–	(150)	–	–	–	–	(150)	–	(150)
Paiements à base d'actions	–	–	(10)	–	–	–	–	(10)	–	(10)
Coûts des accords de paiement à base d'actions	–	–	7	–	–	–	–	7	–	7
Autres mouvements	–	–	6	–	–	–	–	6	(3)	3
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Acquisition et cession de filiales / entreprises	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total Autres	–	–	(147)	–	–	–	–	(147)	(3)	(150)
Au 30 juin 2015	337	16	3 884	117	(58)	(24)	1 533	5 805	73	5 878

¹ La borne d'ouverture au 1^{er} janvier 2015 comprend un reclassement de 53 millions d'euros net d'impôt différé entre les « autres réserves (réserve de couverture des flux de trésorerie) » et le « report à nouveau » lié à la déqualification de couvertures économiques à l'origine qui ne répondaient pas à toutes les conditions définies par la norme IAS 39 pour bénéficier du traitement applicable aux relations de couverture.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

	Au 30 juin 2014									
	Autres réserves									
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et résultat de l'exercice	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de conversion	Autres réserves	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total Des capitaux propres
(en millions d'euros)										
Au 1 ^{er} janvier 2014	337	16	3 477	101	(54)	(26)	1 540	5 391	46	5 437
Résultat net	-	-	132	-	-	-	-	132	-	132
Titres disponibles à la vente	-	-	-	20	-	-	-	20	-	20
- Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	79	-	-	79	-	79
- Gains (pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	-	-	(8)	-	-	-	-	(8)	-	(8)
- Différence de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres	-	-	(8)	20	79	-	-	91	-	91
Total du résultat global	-	-	124	20	79	-	-	223	-	223
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements à base d'actions	-	-	(12)	-	-	-	-	(12)	-	(12)
Coûts des accords de paiement à base d'actions	-	-	8	-	-	-	-	8	-	8
Autres mouvements	-	-	(5)	-	-	-	12	7	-	7
Transferts	-	-	18	-	-	-	(18)	-	-	-
Acquisition et cession de filiales / entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	20	20
Total Autres	-	-	9	-	-	-	(6)	3	20	23
Au 30 juin 2014	337	16	3 610	121	25	(26)	1 534	5 617	66	5 683

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2014 (suite)

Tableau des flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2015

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2015	30 juin 2014
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat avant impôt		480	182
Résultat net d'impôts des activités cédées			
– Eléments non monétaires inclus dans le résultat net		73	12
– Variation des actifs d'exploitation		4 532	15 721
– Variation des passifs d'exploitation		2 458	(4 955)
– Variation des actifs/passifs d'exploitation des activités en cours de cession (y compris flux de trésorerie)		–	–
– Ecart de change		(31)	(1 039)
– (Gain)/perte net sur activités d'investissement		(23)	(47)
– Part des résultats des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		–	–
– Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		–	–
– Impôts (versés) / remboursés		(29)	–
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		<u>7 460</u>	<u>9 873</u>
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'investissements financiers		(5 291)	(3 403)
Produits sur cessions d'investissements financiers		2 499	3 068
Acquisition d'actifs corporels		(16)	(13)
Produits sur ventes d'actifs corporels		3	1
Acquisition de goodwill, d'actifs incorporels		(5)	(3)
Acquisitions de filiales et/ou augmentations des parts détenues dans les filiales consolidées		–	–
Flux nets de trésorerie sur cession de participations consolidées		–	–
Acquisition dans des entreprises liées et/ou augmentation des parts détenues dans des entreprises liées		–	–
Produits sur cessions de participations dans des entreprises liées		–	–
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		<u>(2 810)</u>	<u>(350)</u>
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Emission d'actions ordinaires		–	–
Actions propres achetées		–	–
Variation des intérêts non contrôlant (actions privilégiées)		–	–
Prêts/emprunts subordonnés émis		–	–
Prêts/emprunts subordonnés remboursés		–	–
Dividendes versés		(150)	–
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant		–	–
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		<u>(150)</u>	<u>–</u>
Variation nette de la trésorerie			
Trésorerie en début de période		4 500	(10 224)
Trésorerie en début de période		4 127	22 507
Effet de change sur la trésorerie		40	83
Trésorerie en fin de période		<u>8 667</u>	<u>12 366</u>

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Notes annexes aux comptes consolidés résumés

1 Base d'établissement

a Conformité avec les normes comptables internationales “*International Financial Reporting Standards*” (IFRS)

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) regroupent les normes comptables publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) ainsi que les interprétations formulées ou adoptées par l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC).

HSBC France est une société domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés de HSBC France pour le semestre clos au 30 juin 2015 se composent des états financiers de HSBC France et de ses filiales, ainsi que des participations du groupe HSBC France dans des entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint.

Les états financiers semestriels consolidés résumés de HSBC France ont été établis conformément à la norme IAS 34 “Information financière intermédiaire”, telle que publiée par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et adoptée par l'Union européenne (UE). Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations publiées dans les états financiers annuels et doivent être consultés avec les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

Les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2014 ont été établis conformément aux normes comptables internationales (*International Financial Reporting Standards* - IFRS), telles que publiées par l'IASB et adoptées par l'UE. Ces normes peuvent différer des normes IFRS publiées par l'IASB lorsqu'une norme IFRS est adoptée ou amendée et que cette adoption ou modification n'a pas été ratifiée par l'UE. Au 31 décembre 2014, toutes les normes applicables aux états financiers consolidés de l'exercice clos à cette date avaient été adoptées par l'UE et il n'existait aucune différence concernant HSBC France entre les normes IFRS adoptées par l'UE et les normes IFRS publiées par l'IASB. Par conséquent, les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2014 ont été établis conformément aux normes IFRS telles que publiées par l'IASB.

Durant le premier semestre 2015, le groupe HSBC France n'a adopté aucune nouvelle norme. Au 30 juin 2015, toutes les normes applicables aux états financiers consolidés de la période clôturée à cette date ont été adoptées par l'UE et il n'existe aucune différence concernant HSBC France entre les normes IFRS adoptées par l'UE et les normes IFRS publiées par l'IASB.

Les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2014 sont disponibles sur demande auprès du siège de HSBC France, 103 avenue des Champs Elysées – 75419 Paris Cedex 08 ou sur le site Internet www.hsbc.fr.

Les présents états financiers semestriels consolidés résumés ont été établis par le Conseil d'Administration du 22 juillet 2015.

b Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses relatives aux conditions futures. Outre les informations disponibles, l'établissement d'estimations comporte nécessairement une certaine part d'appréciation, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations.

La Direction estime que tous les ajustements récurrents et normaux, indispensables à une présentation fidèle du résultat net, de la situation financière et des flux de trésorerie de HSBC France au titre de la période présentée ont été pris en compte.

Les jugements significatifs apportés par la Direction lors de l'application des principes comptables du groupe et les principales sources d'incertitudes dans les estimations sont les mêmes que ceux relatifs aux états financiers clos au 31 décembre 2014, à l'exception des changements apportés au modèle de PVIF (voir Note 5). Ils sont décrits en note 1d du Document de référence 2014.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

c Composition du groupe HSBC France

Il n'y a pas eu de modification notable de la composition du groupe HSBC France au cours de la période. Les changements intervenus lors du premier semestre sont décrits en note 13 du présent document.

d Principes comptables

Les principes comptables appliqués par HSBC France pour l'établissement de son rapport semestriel sont conformes à ceux décrits en notes 1 et 2 des états financiers du Document de référence 2014.

La description des évolutions comptables à venir sur les prochains exercices est fournie en note 1b du Document de référence 2014.

e Principe de continuité d'exploitation

Les états financiers ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation, le management considérant que le Groupe et la maison mère disposent des ressources nécessaires aux besoins de l'activité dans le futur. Ce principe de continuité d'exploitation s'appuie sur un large éventail d'informations ayant trait aux conditions économiques actuelles et futures, incluant les projections de rentabilité, de flux de trésorerie et de ressources en capital.

f Evènements significatifs de la période*Evolution du cadre réglementaire et introduction de nouvelles taxes bancaires*

- Le Conseil de Résolution Unique (CRU)
Le CRU est l'organe central de prise de décision du Mécanisme de Résolution Unique (MRU). Sa mission est de permettre de procéder efficacement à la résolution des institutions de crédit et autres entités relevant de sa compétence de manière à en minimiser le coût pour le contribuable et pour l'économie réelle. Le Conseil de Résolution sera également responsable de gérer le Fonds de Résolution Unique (FRU) qui sera créé par le MRU. Le Conseil de résolution unique est une agence autofinancée de l'Union européenne. Le coût pour HSBC France est de 0,2 million EUR pour l'année 2015.
- Le Fonds de Résolution Unique (FRU)
Afin de fournir les ressources nécessaires pour garantir la continuité des opérations d'une banque qui a été restructurée, la Directive de Recouvrement et de Résolution de la Banque (DRRB) a établi le Fonds National de Résolution auquel toutes les banques des 28 Etats membres doivent contribuer depuis le 1er janvier 2015. Le 1er janvier 2016, les Fonds Nationaux de Résolution fusionneront au sein du FRU. Pour faciliter la transition, les contributions annuelles seront graduellement ajustées. Le calcul actuel de ces contributions est réalisé au niveau national et son objectif est d'atteindre 1% du total des dépôts dans le territoire concerné, soit environ 55 milliards EUR d'ici 8 ans. Ce fonds sera alimenté par les banques françaises à hauteur de 15.5 milliards EUR de 2015 à 2024. La part supportée par la France sera d'environ 28% du total. La quote-part de HSBC France est estimée à 21,4 millions EUR pour l'année 2015, dont 15 millions EUR sont provisionnés au 30 juin 2015 et 6,4 millions EUR sont comptabilisés en engagements de paiement en hors bilan.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)*Emission SFH*

HSBC SFH (France) est une société dédiée au refinancement de HSBC France par l'émission d'obligations sécurisées par des prêts à l'habitat. HSBC SFH (France) a émis le 11 mars 2015 une obligation sécurisée pour un nominal de 1 milliard EUR d'une maturité de 7 ans, avec une option de remboursement différé d'un an.

PVIF (Present Value of In Force long term insurance business)

Plusieurs hypothèses long terme du modèle de PVIF ont été revues au cours du premier semestre 2015. Les modifications et leurs impacts sont décrits dans la note 5 PVIF du présent document.

Revue des documentations de macro-couverture

Au cours du premier semestre 2015, une revue détaillée de la documentation des relations de macro couverture a été effectuée au niveau du Groupe HSBC.

La borne d'ouverture au 1er janvier 2015 comprend un reclassement de 53 millions EUR net d'impôt différé entre les « autres réserves (réserve de couverture des flux de trésorerie) » et le « report à nouveau » lié à la déqualification de couvertures économiques à l'origine qui ne répondaient pas à toutes les conditions définies par la norme IAS 39 pour bénéficier du traitement applicable aux relations de couverture.

Informations sur les risques du marché

A noter que les éléments significatifs de la période relatifs aux risques de marché sont décrits en pages 7 à 9 du rapport semestriel d'activité.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)**2 Dividendes****a Dividendes au titre de l'exercice 2015**

Le Conseil d'Administration du 22 juillet 2015 n'a pas proposé la distribution d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2015.

b Dividendes au titre de l'exercice 2014

Le Conseil d'Administration du 6 février 2015 a proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 23 avril 2015 de distribuer un dividende de 2,23 EUR par action au titre de l'exercice 2014 soit un total de 150 386 354,21 EUR. Le dividende, approuvé par les actionnaires, a été versé le 30 avril 2015.

c Dividende et bénéfice par action

<i>(en euros)</i>	30 juin	30 juin	31 décembre
	2015	2014	2014
Bénéfice par action	4,43	1,95	2,94
Bénéfice par action après dilution	4,43	1,95	2,94
Dividende par action	-	-	2,23

Le bénéfice par action est calculé en divisant le résultat de 299 millions EUR par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, à l'exclusion des actions détenues par la Société, soit 67 437 827 actions (au 30 juin 2014, le bénéfice était de 131 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 67 437 827 ; au 31 décembre 2014, le bénéfice était de 198 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 67 437 827).

Le bénéfice par action après dilution est calculé en divisant le résultat, sans ajustement au titre de l'effet dilutif des actions ordinaires potentielles (y compris des options de souscription d'actions en circulation non encore exercées), par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à l'exclusion des actions détenues par la Société, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises en cas de conversion de la totalité des actions ordinaires potentielles à effet dilutif, soit 67 437 827 actions (au 30 juin 2014, 67 437 827 actions ; au 31 décembre 2014, 67 437 827 actions).

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

3 Dépréciations pour risques de crédit

a Variation des dépréciations pour l'ensemble des créances :

(en millions d'euros)	30 juin 2015	30 juin 2014
Dépréciations pour l'ensemble des créances		
-Dotations de l'exercice nettes de reprise	(54)	(80)
-Récupérations sur créances amorties	1	2
Sous-Total	(53)	(78)
Reprise de dépréciations sur titres et autres dépréciations pour risques de crédit	1	-
Total	(52)	(78)

b Variation des dépréciations ventilées en prêts évalués individuellement et collectivement :

(en millions d'euros)	2015		
	<i>Prêts évalués indivi- duellement</i>	<i>Prêts évalués collecti- vement</i>	<i>Total</i>
Au 1^{er} janvier	(614)	(75)	(689)
Reprises de dépréciations utilisées	51	-	51
Reprises de dépréciations disponibles	53	2	55
(Dotations) de l'exercice	(107)	(3)	(110)
Variations de change et autres mouvements	4	-	4
Au 30 juin	(613)	(76)	(689)

(en millions d'euros)	2014		
	<i>Prêts évalués indivi- duellement</i>	<i>Prêts évalués collecti- vement</i>	<i>Total</i>
Au 1^{er} janvier	(620)	(85)	(705)
Reprises de dépréciations utilisées	34	-	34
Reprises de dépréciations disponibles	70	5	75
(Dotations) de l'exercice	(145)	(10)	(155)
Variations de change et autres mouvements	4	-	4
Au 30 juin	(657)	(90)	(747)

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

4 Ventilation des résultats par métier

a Information sur le compte de résultat

(en millions d'euros)	30 juin 2015						Total
	Banque de particuliers et de gestion de patrimoine	Banque d'entreprises	Banque de financement, d'investissement et de marchés	Banque privée	Autres	Inter-segment	
Marge nette d'intérêts	443	193	142	17	(11)	–	784
Commissions	164	115	47	13	1	–	340
Activité de trading et de couverture	20	(2)	250	2	(4)	–	266
Autres produits d'exploitation	37	9	20	(4)	150	(151)	61
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit	664	315	459	28	136	(151)	1 451
Dépréciations pour risques de crédit	(9)	(45)	2	–	–	–	(52)
Produit net bancaire	655	270	461	28	136	(151)	1 399
Total charges d'exploitation	(397)	(196)	(241)	(19)	(20)	1	(872)
Résultat d'exploitation	258	74	220	9	116	(150)	527
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	–	–	–	–	–	–	–
Résultat avant impôt - France	258	74	220	9	116	(150)	527
Impôt sur les bénéfices							(180)
Résultat net – périmètre France							347
Ajustement périmètre ¹							(47)
Résultat net – périmètre légal							300

(en millions d'euros)	30 juin 2014						Total
	Banque de particuliers et de gestion de patrimoine	Banque d'entreprises	Banque de financement, d'investissement et de marchés	Banque privée	Autres	Inter-segment	
Marge nette d'intérêts	452	211	132	14	2	(21)	790
Commissions	151	111	73	9	–	–	344
Activité de trading et de couverture	(145)	–	169	1	3	21	49
Autres produits d'exploitation	(88)	7	48	(4)	(30)	–	(67)
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit	370	329	422	20	(25)	–	1 116
Dépréciations pour risques de crédit	(11)	(42)	(25)	–	–	–	(78)
Produit net bancaire	359	287	397	20	(25)	–	1 038
Total charges d'exploitation	(387)	(197)	(218)	(21)	(16)	–	(839)
Résultat d'exploitation	(28)	90	179	(1)	(41)	–	199
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	–	–	–	–	–	–	–
Résultat avant impôt	(28)	90	179	(1)	(41)	–	199
Impôt sur les bénéfices							(51)
Résultat net – périmètre France							148
Ajustement périmètre ¹							(16)
Résultat net – périmètre légal							132

1 Principalement HSBC Bank Plc Paris Branch.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

b Information sur le bilan

(en millions d'euros)	<i>Banque de particuliers et de gestion de patrimoine</i>	<i>Banque d'entreprises</i>	<i>Banque de financement, d'investissement et de marchés</i>	<i>Banque privée</i>	<i>Autres</i>	<i>Inter-Segment</i>	<i>Total</i>
Au 30 juin 2015							
Total actif	45 571	10 461	138 219	755	19	(10 787)	184 238
Total passif¹	45 571	10 461	138 219	755	19	(10 787)	184 238
Au 31 décembre 2014							
Total actif	44 660	9 983	156 192	577	18	(10 412)	201 018
Total passif ¹	44 660	9 983	156 192	577	18	(10 412)	201 018

¹ Le total passif inclut les fonds propres.

c Nombre moyen d'employés du groupe HSBC France

	1^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014
Banque de particuliers et de gestion de patrimoine	3 823	3 805
Banque commerciale	1 431	1 548
Banque de financement, d'investissement et de marchés.....	754	663
Banque privée	107	115
Fonctions support et autres	3 613	3 723
Total	9 728	9 854

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

5 PVIF

HSBC France, au travers de sa filiale HSBC Assurances Vie, comptabilise l'activité d'assurance-vie selon la méthode de l'*embedded value* laquelle fournit notamment un cadre complet d'appréciation du risque et de valorisation. La PVIF (*Present Value of In-Force long term insurance business*) correspond à la valeur actualisée des marges futures liées aux contrats d'assurance existants.

Le calcul de la PVIF se fonde sur des hypothèses qui tiennent compte des risques et incertitudes de l'activité. Pour procéder à cette projection de flux de trésorerie, une série d'hypothèses concernant l'expérience future est formulée par la filiale d'assurances HSBC Assurance Vie, qui prend en compte les conditions locales de marché et le jugement de la Direction sur les tendances locales futures.

a Mouvements de la PVIF

(en millions d'euros)	Mouvements du 1 ^{er} semestre 2015	Mouvements de l'année 2014
Au 1er janvier	334	493
Augmentation liée aux affaires nouvelles de l'année en cours.....	29	53
Mouvement des contrats existants (dont écarts de rendement des placements et changements d'hypothèses d'investissement)	86	(209)
Écart de change et autres mouvements.....	26	(3)
A la fin de la période	475	334

La PVIF passe de 334 millions EUR au 31 décembre 2014 à 475 millions EUR au 30 juin 2015. Cette variation positive de 141 millions EUR s'explique essentiellement par :

- L'amélioration des conditions économiques sur le semestre affectant le marché obligataire et les marchés actions pour 36 millions EUR
- L'ajustement des hypothèses long terme de la PVIF afin de tenir compte de l'évolution du contexte macro-économique avec :
 - le remplacement de la courbe de taux swaps utilisée pour l'actualisation des flux par une courbe de taux observables définis par l'EIOPA¹ pour 58 millions EUR ;
 - la révision des hypothèses de calcul de la prime de risque actions pour 16 millions EUR ;
 - la revue du modèle de partage des commissions entre HSBC France et HSBC Assurances-Vie pour 26 millions EUR

Les autres changements sont non significatifs.

¹ La courbe EIOPA est utilisée pour les calculs du nouveau déclaratif réglementaire Solvency II, Pilier 1

b Evolution des hypothèses clés²

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Taux moyen pondéré sans risque	1.71%	1.21%
Taux moyen pondéré d'actualisation des profits futurs	2.64%	1.73%
Hypothèse d'inflation des frais	2.00%	2.00%

² Pour le premier semestre 2015, le taux d'actualisation des profits futurs en valeur de marché utilisé dans la PVIF est de 2,64% auquel s'ajoute une marge de risque de 86 millions EUR. En 2014, le taux d'actualisation des profits futurs en valeur de marché est de 1,73 %, auquel s'ajoute une marge pour risque de 49 millions EUR.

Les marges pour risque au-delà du taux d'actualisation des profits sont (en millions d'euros)³ :

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Risque opérationnel	7	7
Risque de modèle	15	15
Risque de volatilité	64	27
Total	86	49

³ Les marges pour risque (risque de modèle, risque opérationnel et volatilité) sont explicitées séparément.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

c Sensibilité de la PVIF à l'évolution des hypothèses économiques

Le tableau suivant montre les effets des mouvements du taux sans risque et du taux d'actualisation sur la valeur de PVIF avant impôt en millions EUR pour HSBC Assurances Vie.

	PVIF au 30 juin 2015	PVIF au 31 décembre 2014
+ 100 points de bases du taux sans risque	25	111
- 100 points de bases du taux sans risque ¹	(114)	(389)
+ 100 points de bases du taux d'actualisation	(11)	(19.5)
- 100 points de bases du taux d'actualisation	12	22.7

¹ Lorsqu'une baisse de - 100 points de base du taux sans risque abouti à un taux négatif, l'effet de la PVIF est calculé sur un taux sans risque de 0 %.

En raison de certaines caractéristiques des contrats, les sensibilités ne sont pas linéaires et ne peuvent donc pas être extrapolées à des niveaux supérieurs de stress. L'analyse du scénario de baisse du taux sans risque montre qu'il entraîne une baisse significative sur le rendement prospectif des investissements, et donc sur le taux de rendement des contrats d'épargne. Les sensibilités obtenues s'entendent avant toute décision de gestion qui pourrait atténuer l'impact de ces stress.

d Sensibilité de la PVIF à l'évolution des hypothèses non économiques

Les engagements vis-à-vis des assurés et la PVIF pour les assureurs vie sont calculés sur la base d'hypothèses non économiques dont la mortalité et/ou la morbidité, les taux de rachat et les taux de chargement. Le tableau ci-après présente la sensibilité des bénéfices et du total des capitaux propres, au 30 juin 2015, à des modifications raisonnables de ces hypothèses non économiques à cette date.

Le risque de mortalité et de morbidité est en général associé aux contrats d'assurance-vie. L'impact de l'accroissement de la mortalité ou de la morbidité sur le bénéfice dépend du type de risque souscrit.

La sensibilité aux taux de rachat dépend du type de contrat souscrit. Concernant les contrats d'assurance, le coût des sinistres est financé par les primes perçues tandis que les produits générés par le portefeuille de placement viennent soutenir les passifs. Concernant le portefeuille de produits d'assurance temporaire-décès, un accroissement des taux de rachat a en général un effet négatif sur le bénéfice en raison du manque à gagner sur les primes émises futures lié à ces renoncations.

Le risque de taux de chargement est l'exposition à une variation des taux de chargement. Dans la mesure où une hausse des frais ne peut être répercutée sur les assurés, tout accroissement des taux de chargement aura un impact négatif sur les bénéfices.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la PVIF après impôt (en millions d'euros) :

	Impacts sur les gains/ pertes au 30 juin 2015	Impacts sur les gains/ pertes au 31 décembre 2014
Hausse de 10 % du taux de mortalité/morbidité.....	(10)	(12)
Baisse de 10 % du taux de mortalité/morbidité.....	10	13
Hausse de 10 % des taux de rachat.....	(23)	(28)
Baisse de 10 % des taux de rachat.....	25	31
Hausse de 10 % des niveaux de frais.....	(25)	(25)
Baisse de 10 % des niveaux de frais.....	24	24

L'impact des variations des taux de rachats est essentiellement expliqué par l'activité d'épargne. Pour illustration, une hausse des rachats provoque une diminution du portefeuille de contrats sous gestion et donc un effet négatif sur les bénéfices de l'assureur.

6 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes de détermination des justes valeurs des instruments financiers, le dispositif de contrôle afférent et la description de la hiérarchie de juste valeur sont décrits dans le Document de référence 2014 dans la Note 30 - Juste valeur des instruments financiers. Il n'y a pas eu de changement de principe comptable, du dispositif de contrôle ou de niveau de hiérarchie depuis le 31 décembre 2014.

a Instruments financiers évalués à la juste valeur

(en millions d'euros)	<u>Techniques d'évaluation:</u>			<u>Montants avec des entités du Groupe HSBC :</u>			
	<i>Level 1 - cotation de marché</i>	<i>Level 2 - utilisation de données de marché observables</i>	<i>Level 3 - utilisation de données de marché non- observables</i>	<i>Total contre- parties</i>	<i>Total entités du Groupe HSBC :</i>		
		<i>Total entités du Groupe HSBC</i>	<i>Dont Level 3¹</i>		<i>Total</i>		
Au 30 juin 2015							
Actif							
Portefeuille de transaction	19 516	10 040	-	29 556	3 267		32 823
Actifs financiers sous option juste valeur	6 832	140	-	6 972	-		6 972
Instruments dérivés	13	37 846	287	38 146	17 345	219	55 491
Titres disponibles à la vente	26 894	17	80	26 991	-		26 991
Passif							
Portefeuille de transaction	8 753	13 911	-	22 664	4 625		27 289
Passifs financiers sous option juste valeur	2	8 152	-	8 154	-		8 154
Instruments dérivés	7	38 114	28	38 149	14 427	257	52 576
Au 31 décembre 2014							
Actif							
Portefeuille de transaction	29 406	8 688	-	38 094	626		38 720
Actifs financiers sous option juste valeur	5 567	136	-	5 703	453		6 156
Instruments dérivés	9	50 324	283	50 616	19 951	65	70 567
Titres disponibles à la vente	24 174	78	74	24 326	346		24 672
Passif							
Portefeuille de transaction	13 645	14 535	-	28 180	1 227		29 407
Passifs financiers sous option juste valeur	5	6 906	-	6 911	-		6 911
Instruments dérivés	3	49 998	41	50 042	19 541	229	69 583

¹ Cette colonne a été ajoutée afin d'identifier les montants en Level 3 avec des entités du Groupe HSBC

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Il n'y a pas eu de transfert significatif de juste valeur entre le Level 1 et le Level 2.

b Level 3

Instruments financiers valorisés à la juste valeur avec utilisation de données non observables significatives

	Actif				Passif			
	Titres disponibles à la vente	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés	
(en millions d'euros)								
Au 30 juin 2015								
Investissements en <i>private equity</i>	80	–	–	–	–	–	–	
<i>Asset-backed securities</i>	–	–	–	–	–	–	–	
Titres structurés	–	–	–	–	–	–	–	
Dérivés	–	–	–	287	–	–	28	
Autres	–	–	–	–	–	–	–	
Entités du Groupe HSBC ¹				219			257	
TOTAL	80	–	–	506	–	–	285	
Au 31 décembre 2014								
Investissements en <i>private equity</i>	74	–	–	–	–	–	–	
<i>Asset-backed securities</i>	–	–	–	–	–	–	–	
Titres structurés	–	–	–	–	–	–	–	
Dérivés	–	–	–	283	–	–	41	
Autres	–	–	–	–	–	–	–	
Entités du Groupe HSBC ¹				65			229	
TOTAL	74	–	–	348	–	–	270	

¹ Cette ligne a été ajoutée afin d'intégrer les montants avec des entités du Groupe HSBC tels que présentés dans le tableau « Instruments financiers évalués à la juste valeur » en page 33.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Variation de la juste valeur des instruments classés en Level 3

	Actif ¹				Passif ¹		
	Titres disponibles à la vente	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés
(en millions d'euros)							
Au 1er janvier 2015	74	-	-	348	-	-	270
Profits/(pertes) comptabilisés en compte de résultat	(4)	-	-	9	-	-	4
- gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction hors marge nette d'intérêt	-	-	-	10	-	-	5
- résultat net de cession des investissements financiers	(4)	-	-	(1)	-	-	(1)
Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	6	-	-	-	-	-	-
- Titres disponibles à la vente : profits/(pertes)	6	-	-	-	-	-	-
Achats	11	-	-	-	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	-	-	-
Ventes	(7)	-	-	-	-	-	-
Arrivées à échéance	-	-	-	-	-	-	-
Sortie	-	-	-	-	-	-	-
Entrées	-	-	-	149	-	-	11
Différences de conversion	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2015	80	-	-	506	-	-	285
Profits/(pertes) non réalisés, comptabilisés en compte de résultat	-	-	-	506	-	-	285
- gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction hors marge nette d'intérêt	-	-	-	506	-	-	285
- résultat net de cession des investissements financiers	-	-	-	-	-	-	-

¹ Y compris les montants Level 3 avec des entités du Groupe HSBC

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

	Actif				Passif		
	Titres disponibles à la vente	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés
(en millions d'euros)							
Au 1er janvier 2014	99	-	-	102	-	-	38
Profits/(pertes) comptabilisés en compte de résultat	(1)	-	-	194	-	-	94
- gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transactions hors marge nette d'intérêt	-	-	-	194	-	-	94
- résultat net de cession des investissements financiers	(1)	-	-	-	-	-	-
Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	6	-	-	-	-	-	-
- Titres disponibles à la vente : profits/(pertes)	6	-	-	-	-	-	-
Achats	-	-	-	-	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	-	-	-
Ventes	-	-	-	-	-	-	-
Arrivées à échéance	(9)	-	-	-	-	-	-
Sortie	-	-	-	-	-	-	-
Entrées	-	-	-	-	-	-	-
Différences de conversion	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2014	95	-	-	296	-	-	132
Profits/(pertes) non réalisés, comptabilisés en compte de résultat	27	-	-	296	-	-	132
- gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transactions hors marge nette d'intérêt	-	-	-	296	-	-	132
- résultat net de cession des investissements financiers	27	-	-	-	-	-	-

Impact des modifications des hypothèses significatives non observables

Par catégorie comptable

(en millions d'euros)	Comptabilisés en perte ou profit		Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	
	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables
Au 30 juin 2015				
Dérivés/portefeuille de transaction (d'actifs ou de passifs) ¹	5	(5)	-	-
Actifs et passifs sous option juste valeur	-	-	5	(5)
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-
Au 31 Décembre 2014				
Dérivés/portefeuille de transaction (d'actifs ou de passifs) ¹	8	(8)	-	-
Actifs et passifs sous option juste valeur	-	-	4	(7)
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-

¹ Les Dérivés et portefeuille de transaction sont représentés en une seule catégorie afin de refléter la manière dont le risque inhérent à ces instruments financiers est géré.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Par type d'instrument

(en millions d'euros)	Comptabilisés en perte ou profit		Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	
	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables
Au 30 juin 2015				
Investissements en <i>private equity</i>	-	-	5	(5)
Asset-backed securities	-	-	-	-
Titres structurés	-	-	-	-
Dérivés	5	(5)	-	-
Autres	-	-	-	-
Au 31 décembre 2014				
Investissements en <i>private equity</i>	-	-	4	(7)
Asset-backed securities	-	-	-	-
Titres structurés	-	-	-	-
Dérivés	8	(8)	-	-
Autres	-	-	-	-

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est fonction de plusieurs hypothèses non observables, le tableau ci-dessus indique la variation la plus favorable ou la plus défavorable obtenue en faisant varier les hypothèses individuellement.

Information quantitative sur les entrées non observables significatives de niveau 3

Le tableau suivant énumère les principales données d'entrée non observables pour les instruments financiers de niveau 3 et donne la liste de ces données au 30 juin 2015. Les catégories des données d'entrée non observables sont décrites plus en détail dans la Note 30 - Juste valeur des instruments financiers du Document de référence 2014.

Au 30 juin 2015	Juste Valeur		Evaluation technique	Principales données Non observables	Gamme complète des données Basse Haute		Cœur des données Basse Haute	
	Actif ¹ (en millions d'euros)	Passif ¹ (en millions d'euros)			Basse	Haute	Basse	Haute
Private equity including strategic investments	80	-	Voir note 30 du DDR 2014 en page 199	Voir note 30 du DDR 2014 en page 199	n/a	n/a	n/a	n/a
Asset-backed securities	-	-	Market proxy	Bid quotes	-	-	-	-
CLO/CDO ²	-	-			-	-	-	-
Autres ABSs	-	-			-	-	-	-
Structured notes	-	-						
Equity-linked notes	-	-	Model - Option model	Equity volatility.....	-	-	-	-
Fund-linked notes	-	-	Model - Option model	Equity correlation	-	-	-	-
FX-linked notes	-	-	Model - Option model	Fund volatility	-	-	-	-
Autres	-	-	Model - Option model	FX volatility	-	-	-	-
Dérivés	506	285						
Interest rate derivatives:								
- securitisation swaps	139	8	Model - DCF ³	Prepayment rate.....	50%	50%	50%	50%
- long-dated swaptions	285	257	Model - Option model	IR volatility	11%	36%	13%	36%
- autres	82	20						
Foreign exchange derivatives:								
- Foreign exchange options	-	-	Model - Option model	FX volatility	-	-	-	-
Equity derivatives:								
- long-dated single stock options	-	-	Model - Option model	Equity volatility.....	-	-	-	-
- autres	-	-						
Credit dérivé :								
- autres	-	-						
Autres portefeuilles	-	-						
	586	285						

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Au 31 Décembre 2014

Private equity including strategic investments	74	-	Voir note 30 du DDR 2014 en page 199	Voir note 30 du DDR 2014 en page 199	n/a	n/a	n/a	n/a
Asset-backed securities	-	-						
CLO/CDO ²			Market proxy	Bid quotes	-	-	-	-
Autres ABSs					-	-	-	-
Structured notes	-	-						
Equity-linked notes			Model – Option model	Equity volatility.....	-	-	-	-
Fund-linked notes			Model – Option model	Equity correlation	-	-	-	-
FX-linked notes			Model – Option model	Fund volatility	-	-	-	-
Autres			Model – Option model	FX volatility	-	-	-	-
Dérivés ⁴	348	270						
Interest rate derivatives:								
– securitisation swaps	11	8	Model – DCF ³	Prepayment rate.....	50%	50%	50%	50%
– long-dated swaptions	268	241	Model – Option model	IR volatility	8%	28%	11%	28%
– autres	69	21						
Foreign exchange derivatives:								
– Foreign exchange options			Model – Option model	FX volatility	-	-	-	-
Equity derivatives:								
– long-dated single stock options			Model – Option model	Equity volatility.....	-	-	-	-
– autres								
Credit derivatives:								
– autres								
Autres portefeuilles	-	-						
	<u>422</u>	<u>270</u>						

1 Y compris les montants Level 3 avec des entités du Groupe HSBC

2 Collateralised loan obligation /collateralised debt obligation.

3 Discounted cash flow (actualisation des flux de trésorerie).

4 Les montants des dérivés au 31 décembre 2014 ont été répartis sur les lignes securitization swaps, long dated swaptions et autres.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

7 Instruments financiers non évalués à la juste valeur

	30 juin 2015		31 décembre 2014	
	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur</i>
(en millions d'euros)				
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 847	4 847	6 022	6 022
Prêts et créances sur la clientèle	37 432	37 563	36 240	35 839
Opération de prises en pension – hors portefeuille de transaction	13 721	13 721	14 796	14 796
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	8 381	8 381	7 021	7 021
Comptes créditeurs de la clientèle	31 971	31 992	33 635	33 656
Dettes représentées par un titre	10 691	10 694	9 237	9 489
Dettes subordonnées	276	276	276	276
Opération de mises en pension – hors portefeuille de transaction	15 306	15 306	15 938	15 938

Les justes valeurs mentionnées dans la présente note s'entendent à une date donnée et peuvent différer fortement des montants qui seront effectivement versés aux dates d'échéance ou de règlement des instruments financiers concernés. Bien souvent, il ne sera pas possible de réaliser immédiatement la juste valeur estimée en raison de la taille des portefeuilles évalués. De ce fait, ces justes valeurs ne représentent pas la valeur de ces instruments financiers pour le groupe dans une perspective de continuité d'exploitation.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

8 Compensation des instruments financiers à l'actif et au passif

a Instruments financiers à l'actif faisant l'objet de compensation

(en millions d'euros)	Montant brut des actifs financiers	Netting brut au bilan	Montant net au bilan	Valeur non compensée au bilan		Dépôts de garantie espèces	Valeur nette
				Instruments financiers	Autres dépôts de garantie		
Au 30 juin 2015							
Dérivés	99 960	(44 469)	55 491	44 483	144	9 444	1 420
Opérations de pension, prêts de titres et accords similaires classés comme :	38 542	(24 717)	13 825	4 059	9 490	276	-
classés comme :							
- actifs liés aux activités de marché	104	-	104	-	104	-	-
- actifs non liés aux activités de marché	38 438	(24 717)	13 721	4 059	9 386	276	-
Prêts et créances hors opérations de prise en pension	881	(128)	753	-	-	-	753
- aux banques	-	-	-	-	-	-	-
- à la clientèle	881	(128)	753	-	-	-	753
	139 383	(69 314)	70 069	48 542	9 634	9 720	2 173
Au 31 décembre 2014							
Dérivés	142 228	(71 661)	70 567	59 798 ¹	146	8 103	2 520
Opérations de pension, prêts de titres et accords similaires classés comme :	44 237	(29 337)	14 900	6 268	8 219	413	-
classés comme :							
- actifs liés aux activités de marché	104	-	104	-	104	-	-
- actifs non liés aux activités de marché	44 133	(29 337)	14 796	6 268	8 115	413	-
Prêts et créances hors opérations de prise en pension	1 181	(138)	1 043	-	-	-	1 043
- aux banques	-	-	-	-	-	-	-
- à la clientèle	1 181	(138)	1 043	-	-	-	1 043
	187 646	(101 136)	86 510	66 066	8 365	8 516	3 563

¹ Le montant a été ajusté pour des besoins arithmétiques.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

b Instruments financiers au passif faisant l'objet de compensation

(en millions d'euros)	<i>Valeur non compensée au bilan</i>						
	<i>Montant brut des actifs financiers</i>	<i>Netting brut au bilan</i>	<i>Montant net au bilan</i>	<i>Instruments financiers</i>	<i>Autres dépôts de garantie</i>	<i>Dépôts de garantie espèces</i>	<i>Valeur nette</i>
Au 30 juin 2015							
Dérivés	97 045	(44 469)	52 576	44 539	48	7 795	194
Opérations de pension, emprunts de titres et accords similaires classés comme : ..	41 604	(24 717)	16 887	4 060	12 748	79	-
classés comme :							
- passifs liés aux activités de marché ..	1 581	-	1 581	-	1 581	-	-
- passifs non liés aux activités de marché	40 023	(24 717)	15 306	4 060	11 167	79	-
Dépôts des banques hors opération de mise en pension	-	-	-	-	-	-	-
Comptes de la clientèle hors opérations de mise en pension	128	(128)	-	-	-	-	-
	138 777	(69 314)	69 463	48 599	12 796	7 874	194
Au 31 décembre 2014							
Dérivés	141 244	(71 661)	69 583	59 816	1 292	7 720	755
Opérations de pension, emprunts de titres et accords similaires classés comme : ..	47 954	(29 337)	18 617	6 268	12 233	116	-
- passifs liés aux activités de marché ..	2 680	-	2 680	-	2 680	-	-
- passifs non liés aux activités de marché	45 274	(29 337)	15 937	6 268	9 553	116	-
Dépôts des banques hors opération de mise en pension	-	-	-	-	-	-	-
Comptes de la clientèle hors opérations de mise en pension	138	(138)	-	-	-	-	-
	189 336	(101 136)	88 200	66 084	13 525	7 836	755

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

9 Qualité du crédit des instruments financiers

Les cinq catégories de notation de qualité de crédit, telles que définies en page 214 du Document de Référence 2014, et telles que présentées dans le tableau ci-après, se subdivisent elles-mêmes en sections plus fines correspondant à une note de crédit interne attribuée aux prêts aux particuliers, professionnels, entreprises, grande clientèle ainsi qu'au rating de la dette par les agences de notation externes.

Le tableau ci-après présente la ventilation des actifs financiers par qualité de crédit :

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

(en millions d'euros)	30 juin 2015							
	Créances saines				Créances saines en impayées	Créances douteuses et contentieuses	Dépréciations	Total
	<i>Strong</i>	Medium <i>Good</i>	<i>Satisfactory</i>	<i>Sub-standard</i>				
Caisse, banques centrales et CCP	2 620	-	-	-	-	-	-	2 620
Comptes d'encaissement	295	-	-	-	-	-	-	295
Portefeuille de transaction actif	20 852	5 129	6 836	6	-	-	-	32 823
- Effets publics et valeurs assimilées	14 973	3 460	1 178	-	-	-	-	19 611
- Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 799	1 299	5 063	6	-	-	-	8 167
- Prêts et créances sur la clientèle	4 080	370	595	-	-	-	-	5 045
Actifs sous option juste valeur	843	51	67	-	-	-	-	961
- Effets publics et valeurs assimilées	843	51	53	-	-	-	-	947
- Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	14	-	-	-	-	14
- Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	52 566	2 549	338	38	-	-	-	55 491
Prêts et créances au coût amorti	27 643	6 854	6 227	473	233	1 538	(689)	42 279
- Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 781	128	919	10	9	-	-	4 847
- Prêts et créances sur la clientèle	23 862	6 726	5 308	463	224	1 538	(689)	37 432
- particuliers	12 258	320	45	-	88	315	(100)	12 926
- sociétés non financières	10 612	6 097	4 879	439	133	1 144	(537)	22 767
- financier	992	309	384	24	3	79	(52)	1 739
Opérations de prises en pension - hors portefeuille de transaction	10 005	778	2 938	-	-	-	-	13 721
Investissements financiers¹	22 859	2 406	1 496	-	-	-	-	26 761
- Effets publics et valeurs assimilées	22 859	2 406	1 496	-	-	-	-	26 761
Autres actifs	-	1	1 082	-	-	1	(1)	1 083
- Avals et endos	-	-	-	-	-	-	-	-
- Intérêts courus et autres	-	1	1 082	-	-	1	(1)	1 083
Total	137 683	17 768	18 984	517	233	1 539	(690)	176 034

1 Hors instrument des capitaux propres

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Hors bilan	14 014	8 717	4 807	111	-	15	4	27 668
Garanties financières et autres contrats similaires	941	1 318	618	30	-	15	1	2 923
Prêts et autres engagements liés à des opérations de crédit endos et avals	13 073	7 399	4 189	81	-	-	3	24 745
Total	151 697	26 485	23 791	628	233	1 554	(686)	203 702

31 décembre 2014

(en millions d'euros)	Créances saines				Créances saines en impayées	Créances douteuses et contentieuses	Déprécia- tions	Total
	<i>Strong</i>	<i>Medium Good</i>	<i>Satisfactory</i>	<i>Sub- standard</i>				
Caisse banques centrales et CCP	523	-	-	-	-	-	-	523
Comptes d'encaissement	367	-	-	-	-	-	-	367
Portefeuille de transaction actif	28 739	6 854	3 118	9	-	-	-	38 720
-Effets publics et valeurs assimilées obligations et autres titres à revenu fixe	22 980	5 485	1 034	6	-	-	-	29 505
-Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 070	1 001	1 795	3	-	-	-	5 869
-Prêts et créances sur la clientèle	2 689	368	289	-	-	-	-	3 346
Actifs sous option juste valeur	815	86	8	-	-	-	-	909
-Effets publics et valeurs assimilées obligations et autres titres à revenu fixe	815	86	6	-	-	-	-	907
-Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	2	-	-	-	-	2
-Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	66 132	3 485	912	38	-	-	-	70 567
Prêts et créances au coût amorti	27 009	8 356	5 239	572	246	1 529	(689)	42 262
-Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 434	368	202	18	-	-	-	6 022
-Prêts et créances sur la clientèle	21 575	7 988	5 037	554	246	1 529	(689)	36 240
- particuliers	11 915	483	56	-	174	324	(101)	12 851
- sociétés non financières	9 028	7 058	4 540	531	70	1 130	(534)	21 823
- financier	632	447	441	23	2	75	(54)	1 566
Opération de prises en pension - hors portefeuille de transaction	13 175	25	1 596	-	-	-	-	14 796
Investissements financiers¹	21 577	2 021	849	17	-	-	-	24 464

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

-Effets publics et valeurs assimilées obligations et autres titres à revenu fixe.....	21 577	2 021	849	17	-	-	-	24 464
Autres actifs	-	-	1 279	-	-	11	(11)	1 279
-Avals et endos.....	-	-	-	-	-	-	-	-
-Intérêts courus et autres.....	-	-	1 279	-	-	11	(11)	1 279
Total	158 337	20 827	13 001	636	246	1 540	(700)	193 887

1 Hors instrument des capitaux propres

Hors bilan	13 904	9 050	5 294	202	-	84	4	28 538
Garanties financières et autres contrats similaires.....	681	1 095	439	36	-	33	1	2 285
Prêts et autres engagements liés à des opérations de crédit endos et avals.....	13 223	7 955	4 855	166	-	51	3	26 253
Total	172 241	29 877	18 295	838	246	1 624	(696)	222 425

10 Engagements de financement et de garantie

(en millions d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014
Garanties et autres engagements de garanties donnés		
Garanties	4 582	3 933
Autres engagements de garanties liés aux crédits	-	-
TOTAL	4 582	3 933
Engagements de financement donnés		
Crédits documentaires et financement d'échanges commerciaux	769	557
Acquisitions futures d'actif et dépôts futurs	-	-
Autres engagements de financement lignes de crédit et autres engagements	25 837	27 284
TOTAL	26 606	27 841

Le tableau ci-dessus fait apparaître les principaux montants nominaux des opérations hors-bilan pour les comptes de tiers. Les montants notionnels des passifs éventuels et engagements représentent les montants exposés aux risques en cas de tirage complet des contrats et dans l'hypothèse d'une défaillance du client.

Etant donné qu'une part significative des garanties et engagements doit arriver à expiration sans être utilisée le total de ces principaux montants nominaux n'est pas représentatif des besoins en liquidités futurs.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

11 Procédures judiciaires et affaires réglementaires relatives aux entités de l'ensemble du groupe HSBC

Des entités du groupe HSBC dont HSBC France font l'objet d'actions en justice et autres procédures significatives menées par les autorités de régulation découlant de l'exercice de leurs activités ordinaires. En dehors des dossiers décrits ci-dessous et de ceux décrits en pages 242 à 244 du Document de référence 2014 HSBC France considère qu'aucune de ces questions ne revêt d'importance majeure. HSBC France a comptabilisé des provisions en lien avec ces affaires dans tous les cas où une fois sa responsabilité établie il existe une obligation actuelle qui entraînera probablement une sortie de ressources pour l'éteindre et dont le montant peut être estimé de manière fiable. Aucune provision comptabilisée ne constitue une reconnaissance de la part d'HSBC France d'un manquement ou d'une responsabilité juridique. Bien que l'issue de ces affaires et actions en justice soit par définition incertaine la direction estime que sur la base des informations disponibles HSBC France a comptabilisé les dotations aux provisions appropriées lorsque nécessaire au titre des actions en justice à la date du 30 juin 2015.

a Enquêtes dans le cadre de la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et de la législation relative aux sanctions financières internationales

En décembre 2012, HSBC Holdings plc ("HSBC Holdings" ou "HSBC"), la société tête du groupe auquel appartient la banque, HSBC North America Holdings ("HNAH") et HSBC Bank USA, N.A. ("HBUS") ont conclu des accords avec les autorités américaines et britanniques concernant les violations passées du BSA (US Bank Secrecy Act) et des législations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et aux sanctions financières internationales. Parmi ces accords, HSBC Holdings et HSBC Bank USA ont conclu un Deferred Prosecution Agreement de cinq ans avec le Département américain de la Justice ("DoJ" - US Department of Justice), le Bureau du Procureur américain du District Est de New York et le Bureau du Procureur américain du District Nord de la Virginie occidentale (le "US DPA"). HSBC Holdings a conclu un deferred prosecution agreement de deux ans avec le Procureur du Comté de New York (le "DANY DPA"). HSBC Holdings a conclu un accord homologué par une ordonnance de désistement et HSBC Holdings et HNAH ont conclu un accord de sanction pécuniaire homologué par une ordonnance avec la Réserve fédérale américaine (FRB – Federal Reserve Board).

En outre, HSBC Bank USA a conclu un accord sur le versement d'une amende avec un bureau du Département américain du Trésor, le Financial Crimes Enforcement Network ("FinCEN"), et un accord séparé de pénalité financière avec l'Office of the Comptroller of the Currency ("OCC"). HSBC Holdings a également conclu un accord avec le Bureau de contrôle des avoirs étrangers ("OFAC" – Office of Foreign Assets Control) du Ministère du Trésor américain, concernant des transactions passées, impliquant des parties soumises à des sanctions de l'OFAC, et un engagement avec l'Autorité des services financiers britannique, la Financial Conduct Authority ("FCA"), de se conformer à certaines obligations pour l'avenir liées à la lutte contre le blanchiment de capitaux et aux sanctions financières internationales.

En vertu de ces accords, HSBC Holdings et HSBC Bank USA ont versé un total de 1,9 milliard USD aux autorités américaines. Aux termes desdits accords, HSBC Holdings doit également s'assurer que les entités du Groupe HSBC, dont HSBC Bank plc et ses filiales (y compris HSBC France), se conforment à certaines exigences. Des mesures continuent à être prises, afin de répondre aux obligations imposées dans le cadre du US DPA, de l'engagement pris auprès de la FCA et des autres accords.

Le 1er juillet 2013, la US District Court pour le District Est de New York a approuvé le US DPA et reconnu son autorité pour superviser l'application de celui-ci. Conformément aux accords conclus avec le DoJ, la FCA et la Réserve fédérale, un contrôleur indépendant (qui, au sens de la FCA, est une "personne qualifiée", selon la section 166 de la loi sur les services et les marchés financiers – Financial Services and Markets Act) évalue régulièrement l'efficacité de la fonction Conformité de HSBC en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de respect des sanctions financières internationales et les progrès réalisés par HSBC dans la mise en œuvre de ses obligations prévues dans les accords mentionnés ci-dessus. HSBC Holdings a rempli l'ensemble de ses obligations qui lui étaient imposées par la DANY DPA qui a pris fin en décembre 2014 à l'issue de la période de deux ans qui avait été fixée. Si HSBC Holdings et HSBC Bank USA remplissent l'ensemble des obligations qui leur sont imposées dans le cadre du US DPA, les charges contre ces entités seront abandonnées à l'issue de la période de cinq ans prévue dans le cadre de ce US DPA. Le DoJ peut poursuivre HSBC Holdings ou HSBC Bank USA, concernant les questions faisant l'objet du US DPA, si HSBC Holdings ou HSBC Bank USA enfreint les dispositions du US DPA.

HSBC Bank USA a également conclu avec l'OCC un accord homologué par une ordonnance, qui lui impose des mesures correctrices telles que relevées dans le dernier rapport d'analyse de l'OCC précédant l'accord, et restreignant dans une certaine mesure la possibilité pour HSBC Bank USA d'acquiescer directement ou indirectement le contrôle ou de détenir une participation dans toute nouvelle filiale financière, ou de commencer toute nouvelle activité dans sa

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

filiale financière existante, sauf accord préalable de l'OCC. HSBC Bank USA a également conclu un accord séparé avec l'OCC, par lequel HSBC Bank USA s'oblige à adopter un programme de conformité à l'échelle de l'entreprise.

Les accords conclus avec les autorités américaines et britanniques ont donné lieu à une procédure contentieuse de droit privé et n'empêchent pas que d'autres procédures contentieuses de droit privé puissent être initiées au titre de la conformité de HSBC avec la législation relative au BSA, à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et à la législation relative aux sanctions financières internationales ou d'autres mesures d'application réglementaires ou légales en matière de BSA, de lutte contre le blanchiment de capitaux, de sanctions financières internationales ou tout autre sujet non couvert par les différents accords.

b Enquêtes et procédures d'examen concernant la fixation du Libor de l'Euribor et autres taux de change et taux d'intérêt de référence

Plusieurs autorités du monde entier, en charge de la régulation, de la concurrence et du contrôle, dont celles du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union européenne, d'Italie, de Suisse et d'ailleurs, mènent des enquêtes et procédures d'examen sur la fourniture de taux par un panel de banques en vue de la fixation du Libor ("London Interbank Offered Rate" ou Taux offert sur le marché interbancaire de Londres) ou de l'Euribor ("European Interbank Offered Rate" ou Taux offert sur le marché interbancaire européen) et autres taux de change et taux d'intérêt de référence, ainsi que sur les modalités de communication desdits taux. Comme certaines entités HSBC sont membres desdits panels, HSBC et/ou ses filiales (y compris HSBC France dont l'implication est limitée à sa qualité de membre du panel Euribor) ont fait l'objet, de la part des autorités de régulation, de demandes d'information et coopèrent à ces enquêtes et procédures d'examen. Le 4 décembre 2013, la Commission européenne ("Commission") a annoncé qu'elle infligeait des amendes à huit institutions financières, dans le cadre de la procédure pour entente pour leur participation à des activités illégales liées aux dérivés de taux d'intérêt en euros et/ou aux dérivés de taux en yens. Bien que HSBC ne fasse pas partie des établissements financiers condamnés à payer une amende, la Commission a annoncé qu'elle avait entamé des poursuites contre les entités HSBC suivantes : HSBC Holdings Plc, HSBC Bank Plc et HSBC France, dans le cadre, uniquement, de son enquête liée à l'Euribor, sur les dérivés de taux d'intérêt en euros. Cette enquête continuera, dans le cadre de la procédure standard pour entente de la Commission. Le 21 mai 2014, ces entités HSBC ont reçu une notification de griefs de la Commission, alléguant des pratiques anticoncurrentielles liées aux dérivés de taux d'intérêt en euros. La notification de griefs fait état de l'analyse préliminaire de la Commission et ne préjuge pas de l'issue finale de l'enquête de la Commission. En mars 2015, HSBC a répondu à la notification de griefs de la Commission. Une audition devant la Commission européenne a eu lieu en juin 2015.

En novembre 2013, HSBC (HSBC Holdings plc et HSBC Bank plc mais non pas HSBC France), ainsi que d'autres banques du panel, a été nommé, à titre de défendeur, dans le cadre d'une action collective, engagée devant la District Court for the Southern District of New York aux Etats-Unis, par des personnes ayant réalisé des opérations sur des contrats de futurs et d'autres instruments financiers liés à l'Euribor. Entre autres, la plainte allègue une mauvaise conduite liée à l'Euribor, en infraction des lois antitrust américaines, de la loi américaine sur les échanges de matières premières (Commodity Exchange Act – CEA) et de la loi de l'Etat. Les plaignants ont déposé une deuxième plainte modifiée en mai 2014, puis une troisième plainte modifiée en octobre 2014. Un sursis à statuer avait suspendu la procédure qui a repris en mai 2015. La District Court for the Southern District of New York a fixé au mois d'août 2015 la date du dépôt d'une quatrième plainte modifiée et a accordé aux défendeurs un délai expirant en septembre 2015 pour qu'ils y répondent.

Il existe de nombreux facteurs susceptibles d'influencer l'issue de ces procédures privées et leur impact financier. Sur la base des informations actuellement disponibles, il est possible que toute conséquence financière qui pourrait résulter de ces actions soit significative.

c Enquête des autorités de régulation et actions en cours concernant les produits dérivés de crédit (Credit Default Swaps ou CDS)

En juillet 2013, plusieurs entités du Groupe HSBC, dont HSBC France, ont reçu une communication de griefs de la part de la Commission européenne, dans l'enquête en cours concernant la violation présumée, par un certain nombre d'opérateurs du marché, des règles sur la concurrence dans le domaine des produits dérivés de crédit (Credit Default Swaps ou CDS), au cours de la période allant de 2006 à 2009. La communication de griefs expose les conclusions préliminaires de la Commission européenne et ne préjuge pas de l'issue finale de la procédure. HSBC a adressé une réponse à la Commission européenne, et, en ce qui concerne HSBC France, l'argument a porté sur l'absence de lien réel entre le cas présumé et les activités de HSBC France. En mai 2014, une audience s'est tenue à la Commission

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)

Européenne avec les banques défenderesses, dont HSBC. A l'issue de cette audience, la Commission européenne a décidé de prolonger sa phase d'enquête afin de déterminer la suite à donner à cette affaire. HSBC coopère à cette phase d'enquête.

Il existe de nombreux facteurs susceptibles d'influencer l'issue de cette procédure, et son impact financier. Cependant les sanctions et/ou les pénalités pourraient être significatives.

12 Transactions avec les parties liées

Il n'y a pas eu de changement dans les transactions avec les parties liées décrites dans le Document de référence 2014 qui auraient un impact matériel sur le bilan ou sur la performance du groupe HSBC France durant les six premiers mois de l'exercice 2015. Toutes les transactions avec les parties liées intervenues sur le premier semestre 2015 étaient de la même nature que les transactions détaillées dans le Document de référence 2014.

13 Changements intervenus dans le périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2015

Le tableau ci-dessous indique les changements intervenus au cours du 1^{er} semestre 2015 sur le périmètre publié dans la note 20 du Document de référence 2014.

Entrées :

HSBC MUL ASS ST FACT S FCP 3 DEC
GIF ECONOMIC SCALE INDEX US EQUITY

Sorties :

SINOPIA AME INDEX B EUR C 3DEC
OPCVM 3 HSBC Objectif 3-6-8 FCP 3 DEC
HSBC MULTI ALP JAPAN EQ A C 3 DEC
HSBC MULTIMANAGER DEF FCP 3DEC
HSBC MULTIMANAGER EXPA FCP 3DEC
HSBC MULTIMANAGER HARM FCP 3DEC
HSBC MULTIMANAGER OFF FCP 3DEC

Ces modifications n'ont pas généré d'impact significatif sur les comptes.

14 Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'évènement matériel postérieur à la date de clôture qui nécessiterait une correction ou un ajustement des états financiers semestriels consolidés au 30 juin 2015.

Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 (suite)**Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015**

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

BDO France – Léger Et Associés
113, rue de l'Université
75007 Paris

(Période du 1er janvier 2015 au 30 juin 2015)

Aux Actionnaires
HSBC FRANCE SA
103, avenue des Champs-Élysées
75419 Paris Cedex 08

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société HSBC FRANCE SA, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015 tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5 des comptes semestriels consolidés résumés qui expose les impacts des changements appliqués au modèle d'estimation de la valeur actualisée des marges futures liées aux contrats d'assurance en portefeuille (PVIIF ou Present Value In Force).

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly sur Seine et Paris, le 3 août 2015

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Montillot
Associé

BDO France - Léger & Associés
Fabrice Chaffois
Associé

Événements récents

Événements postérieurs au dépôt du Document de référence

Néant.

Événements postérieurs au 30 juin 2015

De nouveaux produits et services sont régulièrement proposés aux clients du Groupe HSBC en France. Des informations sont disponibles sur les sites internet du groupe, notamment à travers les communiqués de presse accessibles via le site internet www.hsbc.fr.

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de HSBC France ou de ses filiales survenu depuis le 30 juin 2015, date des derniers états financiers vérifiés et publiés.

Les principaux événements postérieurs au 30 juin 2015 sont les suivants :

Néant.

Personnes responsables du Document de référence et des compléments d'informations et du contrôle des comptes

Personne responsable du Document de référence et des compléments d'informations

M. Jean Beunardeau, Directeur Général.

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 3 à 16 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014, présentés dans le Document de référence déposé auprès de l'AMF le 2 mars 2015 sous le n° D.15-0095, ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant aux pages 253 à 254 de ce document, qui contient une observation.

Les informations financières historiques présentées dans la présente actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en page 49, qui contient une observation.

Paris, le 5 août 2015

Jean Beunardeau, Directeur Général

Responsable du Document de référence et des compléments d'informations et Responsables du contrôle des comptes (suite)

Responsables du contrôle des comptes

	Date de première nomination	Date de renouvellement du mandat	Date d'expiration du mandat
Titulaires			
PricewaterhouseCoopers Audit ¹ Représenté par Nicolas Montillot 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine	2015	–	2018
BDO France – Léger & Associés ² Représenté par Fabrice Chaffois ³ 113, rue de l'Université 75007 Paris	2007	2012	2018
Suppléants			
Jean-Baptiste Deschryver ¹ 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine	2015	–	2018
François Allain ¹ 2, rue Hélène Boucher 78286 Guyancourt Cedex	2007	2012	2018

¹ Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

² Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris.

³ BDO représenté par Fabrice Chaffois à compter de l'exercice 2013.

Tables de concordance et de référence

La table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen n° 809/2004 (Annexe XI) pris en application de la Directive dite « Prospectus » ainsi qu'aux pages du Document de référence D.15-0095 que le présent document actualise.

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	Pages du Document de référence déposé auprès de l'AMF le 2 mars 2015 sous le n° D.15-0095	Pages du présent Document d'actualisation
1. Personnes responsables	316	51
2. Contrôleurs légaux des comptes	317	52
3. Facteurs de risques	89-121, 210-237	7 - 11
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1. Histoire et évolution de la société	313	-
5. Aperçu des activités		
5.1. Principales activités	2-13 et 266	3 - 16
5.2. Principaux marchés	2-13 et 266	3 - 16
6. Organigramme		
6.1. Description sommaire du groupe	couverture int., 2-13, 260-263, 301-303	-
6.2. Dépendance de l'émetteur vis-à-vis d'autres entités du groupe	-	-
7. Informations sur les tendances	315	7
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
9.1. Organes d'administration et de direction	14-26	-
9.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	47	-
10. Principaux actionnaires		
10.1. Contrôle de l'émetteur	27, 314	-
10.2. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle	-	-
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1. Informations financières historiques	122	-
11.2. États financiers	124-252, 255-298	-
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles	253-254, 299-300	-
11.4. Date des dernières informations financières	122	-
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	-	17 - 48
11.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	112-113	46 - 48
11.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	315	7
12. Contrats importants	313	-
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
14. Documents accessibles au public	311	54

Tables de concordance et de référence (suite)

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

- Rapport semestriel d'activité	
• Principaux événements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice	pages 3 à 6
• Principaux risques et incertitudes	page 7
• Principales transactions intervenues entre parties liées	page 48
- Etats financiers consolidés résumés	pages 17 à 48
- Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière du 1 ^{er} semestre 2014	page 49
- Attestation du responsable	page 51

Les éléments suivants sont inclus par référence :

- les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, présentés aux pages 124 à 252 et 253 à 253 du Document de référence n° D.15-0095 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 2 mars 2015.

Les chapitres des documents de référence non visés ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couverts à un autre endroit de la présente actualisation.

Ces documents sont disponibles sur le site www.hsbc.fr et sur celui de l'Autorité des marchés financiers www.amf-france.org.

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le groupe HSBC France peut, sans engagement, demander les documents par courrier :

HSBC France
103 avenue des Champs Élysées
75419 Paris Cedex 08.